

...bis

...bruxelles informations sociales

Octobre 2020
n°178



FAIRE COMMUN, TRAVAIL SOCIAL ET RÉSISTANCES

mp
s sup
de Tru
Report

CBCS 

CONSEIL BRUXELLOIS DE
COORDINATION SOCIOPOLITIQUE

Faire commun, Travail social et résistances

Dossier coordonné par Stéphanie Devlésaver, CBCS asbl

FAIRE RÉCIT : VERS UNE VISION COMMUNE !

#ANALYSER

Faire du Covid un tremplin, travailler le commun

Par Jacques Moriau, sociologue, ULB - CBCS asbl

6

« Si on veut faire du commun, évitons le piège des narratifs dominants ! »

Interview de Amaury Ghijselings, chargé de mobilisations, Greenpeace

11

FAIRE COLLECTIF : ALIMENTER LE POUVOIR D'AGIR

#EXPERIMENTER

Ecole de transformation sociale : construire une communauté de pratiques et de résistances

Par S. Devlésaver, CBCS, juillet 2020

16

Oser la prise de risques. Reconstruire un horizon social

Par C. vanden Bossche, participante à l'ETS, PFCSM - CBCS

26

TRANSFORMER LE SOCIAL

#AGIR

Vivre et pouvoir agir dans un monde incertain

Par Véronique Georis, praticienne chercheuse à Le Grain asbl et directrice de AMOS

30

Travail social : combats divers, parole commune

Interview de Frédérique Mawet, secrétaire générale de CGé

39

CONCLUSION

Basculement ou effondrement ?

41

Bis n° 178 - Octobre 2020

Bruxelles Informations Sociales est la revue périodique du Conseil bruxellois de coordination sociopolitique asbl.

Editeur responsable

M. Michel Roland
Rue Mercelis 27, 1050 Bruxelles
T. 02 511 89 59
info@cbcs.be / www.cbcs.be

Conseil d'administration

Ballant Catherine, Colle Eric, Fairier Eric,
Gonçalves Manu, Marlier Stéphanie, Nieuwenhuys
Céline, Noël Christine, Pahud Solveig, Pettiaux Michel,
Roland Michel, Verhaegen Lydwine, Zaitouni Fatima

Coordination du CBCS et de sa revue

Alain Willaert / awillaert@cbcs.be
Stéphanie Devlésaver / sdevlesaver@cbcs.be

**Conception graphique, mise en page
et production**

Studio Witvrouw / www.witvrouw.be

Photos

Maxence Martens, pp. 2, 8, 16 à 23, 25, 26, 36
Fanchon Deligne, p. 40

Collages et illustrations

Stéphanie Devlésaver

**Les articles signés n'engagent
que la responsabilité de leurs auteurs.**

Les articles et extraits d'article ne peuvent être
reproduits qu'avec l'accord de la rédaction.

FAIRE COMMUN

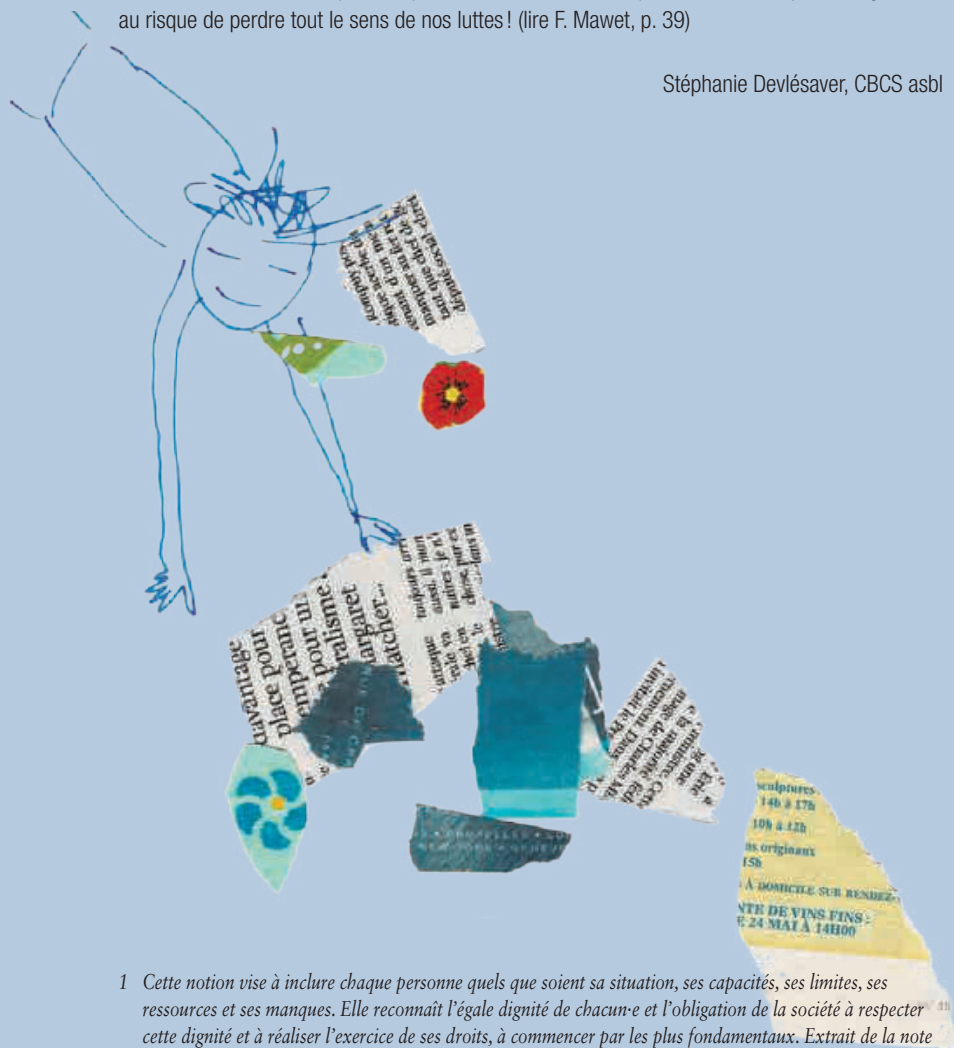
Comment lutter ensemble – professionnels du social-santé, citoyens-usagers¹, militants, chercheurs, – dans un contexte de crise sociale, économique et politique pour plus de justice sociale ?

Et si, au commencement, il n'y avait que de petites révoltes discrètes à partir des colères et des découragements de chacun qu'il nous fallait transformer en points de résistances collectifs, joyeux et optimistes ? C'est ce que la première édition 2019-2020 de l'Ecole de Transformation Sociale a expérimenté, à partir de cette question : « **comment transformer le social pour qu'il transforme la société ?** ». (A découvrir en p.16) Le dossier du Bruxelles Informations Sociales retrace cette expérience tout en la situant plus largement dans le contexte de crise sanitaire du COVID-19. Et questionne le rôle que peut jouer le travail social, une fois cet inédit derrière nous : « **Comment assurer les avancées en termes d'égalités sociales et de santé réalisées au plus fort de la crise ? Et comment le travail social peut-il contribuer à les préserver ?** ». (lire pp. 6-9)

A.Ghijselings pose cette question : « **que contribue-t-on à invisibiliser aujourd'hui ?** » (lire pp. 11-12). Il propose d'élaborer un récit commun qui rassemblerait plutôt qu'il n'oppose. Autrement dit, se désaliéner d'un langage qui contribue à cacher certaines réalités sociales plutôt qu'à les prendre en compte : inégalités d'accès aux droits, au travail, au capital culturel, ... D'où, l'urgence de « débusquer les fausses évidences, penser avec les moins privilégiés, les invisibilisés, les silencieux. (...) », rappelle V. Georis. (lire p. 30)

Bref, faire commun, mais pas n'importe comment. Et surtout pas sans les « citoyens-usagers », au risque de perdre tout le sens de nos luttes ! (lire F. Mawet, p. 39)

Stéphanie Devlésaver, CBCS asbl



¹ Cette notion vise à inclure chaque personne quels que soient sa situation, ses capacités, ses limites, ses ressources et ses manques. Elle reconnaît l'égalité de dignité de chacun-e et l'obligation de la société à respecter cette dignité et à réaliser l'exercice de ses droits, à commencer par les plus fondamentaux. Extrait de la note de vision politique, septembre 2020, CBCS asbl : www.cbcs.be/





FAIRE RÉCIT: VERS UNE VISION COMMUNE !

**Un virus ne fait pas de discrimination.
Un effet inattendu de la crise du
COVID 19 est d'avoir de façon soudaine
et radicale créé un monde commun.**

**Mais après? Une fois cet inédit derrière
nous, «comment assurer les avancées
en termes d'égalités sociales et de
santé réalisées au plus fort de la crise?
Et comment le travail social peut-il
contribuer à les préserver?», interpelle
J. Moriau, sociologue (ULB-CBCS). (lire
p.6) Certaines des pistes proposées par
A. Ghijsseling, chargé de mobilisation
Greenpeace: «s'émanciper, s'éduquer
les uns les autres, remettre l'économie
à sa place. Comprendre comment tout
cela fonctionne, notamment à travers
l'éducation populaire. Proposer des
alternatives économiques, arriver à
contre-attaquer». (lire p.12)**

**Le sociologue comme le chargé
de mobilisation se rejoignent sur ce
point: la nécessité d'un développement
collectif du pouvoir d'agir, la
convergence des luttes.**

#ANALYSER

FAIRE DU COVID UN TREMPLIN, TRAVAILLER LE COMMUN

Un effet inattendu de la crise du COVID 19 est d'avoir de façon soudaine et radicale créé un monde commun. Notre nature commune, notre existence biologique nous a fait pendant un moment être soumis au même danger, être vecteur du même risque, partager le même destin. Un virus ne fait pas de discrimination.

Potentiellement tous porteurs, potentiellement tous victimes, le virus nous a réduit à nos corps, à de simples machines bio-chimiques et nous a placé **dans une égalité radicale face à la maladie et à ses conséquences.**

Cette réalité s'est avérée tellement puissante que, d'un coup, même si ça a pris quelques jours, des problèmes présentés jusqu'ici comme insolubles - le logement de tous les sans-abris par exemple ou l'arrêt des expulsions domiciliaires - trouvaient une réponse immédiate¹. Ce que des années de revendications et d'efforts portés par les acteurs de terrain n'avaient pas réussi à produire, la maladie infectieuse y parvenait en quelques jours.

S'observe ici toute **la force de transformation que recèle la forme de la contagion une fois qu'elle s'immisce dans un corps social**². Mus par la peur d'une contamination rapide et d'une désagrégation sociale incontrôlable, les responsables politiques ont mis en place des réponses inédites visant à limiter la propagation du virus.

Dans *Surveiller et punir* Foucault avait tenté de thématiser ce rapport particulier qui se noue entre maladie infectieuse et technologies de pouvoir en différenciant deux modèles de réponse politique à ce type de danger : celui de la peste et celui de la lèpre.

Le modèle de la lèpre se singularise par une logique d'exclusion. Il s'agit d'expulser le plus vite possible de la communauté celui qui est porteur de la maladie, de le reléguer strictement et d'éviter qu'il entre en contact avec des personnes saines pour que celles-ci puissent, elles, continuer à vivre dans un environnement non infecté. Tri des individus sains et des individus malades, principe d'étanchéité, abandon, tels sont les principes d'action de ce modèle qui discrimine et évacue les malades de la cité. La maladie peut néanmoins encore trouver à s'articuler avec les logiques sociales dominantes en ce sens qu'elle génère de façon hiérarchisée « deux masses étrangères l'une à l'autre³ » qu'elle classe et, pour l'une d'entre elles, marginalise.

Le modèle de la peste est, à l'inverse, **celui d'un espace qui ne connaît pas d'ailleurs**, comme l'est notre monde globalisé.

Il est celui des grandes concentrations d'individus marquées par la possibilité d'une contagion généralisée du fait de la difficulté de repérer les porteurs. La maladie est potentiellement partout et la priorité est de bloquer sa transmission. Ce modèle est celui de l'isolement, de la surveillance, de l'observation fine et du quadrillage. Il repose sur le contrôle de chacun, l'enregistrement permanent de l'état des personnes et la quarantaine. Ce modèle est celui de l'inclusion. Il s'agit, au contraire du modèle de la lèpre,

Ce que des années de revendications et d'efforts portés par les acteurs de terrain n'avaient pas réussi à produire, la maladie infectieuse y parvenait en quelques jours.

de traiter toute la population de façon identique, **comme un seul corps**, mais de différencier finement les états de chacun : « plutôt que le partage massif et binaire entre les uns et les autres, (il) appelle des séparations multiples, des distributions individualisantes, une organisation en profondeur des surveillances et des contrôles, une intensification et une ramification du pouvoir⁴. »

C'est évidemment ce modèle qui a été mis en place au cours de la crise que nous venons de traverser. C'est le recours à celui-ci qui explique la suspension du temps pendant plusieurs mois et la création, dans la peur, d'un monde certes réduit à la cohabitation de corps mais radicalement égalitaire face au virus.

Une égalité sociale éphémère

Avec le SRAS-CoV2, les impératifs de la préservation de la santé publique⁵ mixent les obligations de ce que Foucault décrit comme une « médecine urbaine » – préserver la salubrité des agglomérations – et une « médecine de la force de travail » - préserver ceux

qui font fonctionner la machine sociale et qui, par la force des choses, se retrouvent « en première ligne » (éboueurs, caissières, livreurs, ...) — et font naître une « société de l'égalité ». Cette société tient sur un principe : **l'absolue nécessité de préserver la santé des pauvres pour, in fine, préserver celle des riches.** Principe qui est au fondement de la mise en place d'une médecine sociale, c'est-à-dire d'une médecine qui cherche avant tout à sauvegarder la société plutôt que les individus⁶.

La nécessité d'égalité sanitaire oblige, pour un moment, à agir aussi sur les inégalités sociales.

La nécessité d'égalité sanitaire oblige, pour un moment, à agir aussi sur les inégalités sociales.

C'est ce que va rejouer bientôt, en le délestant de ses obligations égalitaires, la campagne de vaccination généralisée qui permettra à nouveau de découpler la question de l'immunité et celle du traitement social des populations. Une fois chacun protégé du risque d'infection, le modèle de la peste ne sera plus d'application et la gestion sanitaire ne nécessitera plus d'agir sur les conditions de vie des populations, mais uniquement sur les aspects liés directement à la maladie.

Il y a donc fort à parier que les quatre mois de confinement/déconfinement que nous venons de vivre n'auront été qu'une **parenthèse dans l'expérience que nous avons de la vie sociale.** Quatre mois où l'on aura été forcé, avec plus ou moins de bonne volonté, d'entraîner ou de plaisir « à faire commun ». Quatre mois pendant lesquels tout le monde s'est retrouvé logé, y compris les SDF, les migrants et les habitants des marges de notre cité⁷, à la même enseigne.

Unir nos forces vs renoncer

Je retire deux enseignements de ce moment, unique à bien des égards. D'abord que la construction, plus ou moins volontairement pilotée par le politique et les médias, d'une situation de catastrophe ouvre des possibilités inattendues d'unifier les volontés, de viser des objectifs partagés en estompant de façon rarement vue les hiérarchies sociales et les dynamiques d'exclusion. Il ne faut évidemment pas négliger les raisons, très spécifiques, qui sont à l'origine de cette expérience mais l'indication d'une ouverture vers de telles possibilités est en soi encourageante. Par ailleurs, cette période de confinement témoigne aussi d'un certain renoncement généralisé à agir sur la situation et d'une (trop) bonne volonté à s'en remettre à l'autorité politique dans l'espoir du salut. Des décisions radicales de privation de libertés de circulation ou de rassemblement d'associations ont été acceptées sans broncher.

La généralisation à grande échelle de pratiques de contrôle a reçu l'assentiment du plus grand nombre. De même, le débat public sur la définition de la crise, ses conséquences et la détermination des moyens à mobiliser pour la combattre a été pratiquement inexistant et l'ensemble des propositions et des décisions rapidement laissées au mains des seuls « experts ». Le retour « à la normale » plus ou moins assuré, les rapports sociaux anciens ont alors repris le dessus et ont plus ou moins étouffé les prémices de nouveaux agencements. Autrement dit, la période que nous vivons est assurément exceptionnelle et étrangement porteuse d'espoir en ce qu'elle permet d'apercevoir un autre horizon que celui de la concurrence généralisée, des inégalités structurelles et de la défiance. Elle indique d'autres directions, d'autres possibles. **Mais le rapide retour à la normale montre aussi que l'idée du commun ne perdure pas si on ne le travaille pas. Ce qu'indique cette crise c'est que, s'il y a moyen de faire commun en théorie, il faut encore trouver les moyens pratiques de le réaliser avant que l'idée ne s'évanouisse.**

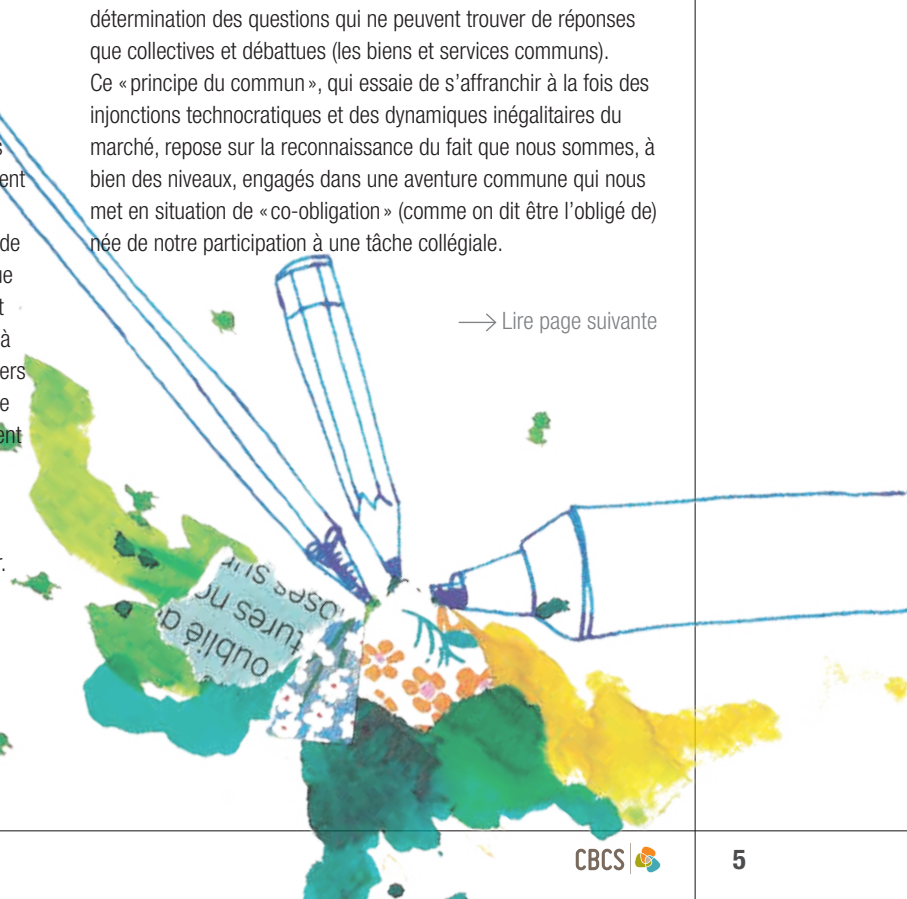
Nous sommes actuellement à la croisée des chemins. Des avancées énormes, inimaginables qui vont vers plus d'égalité ont été réalisées au plus fort de la crise : hébergement des sans-abris, moratoires divers, arrêt des expulsions, dégagement de budget pour les populations précarisées, augmentation de budget pour les services sociaux et de santé, ... Mais comment les assurer ? Comment continuer à faire de notre monde un « monde commun » comme la COVID nous a forcé à le faire ? Et comment le travail social peut-il y contribuer ?

La force du commun

Il faut d'abord revenir sur **l'idée même de commun.** Qu'est-ce que recouvre ce terme ?

Le commun c'est d'abord un principe politique qui lie l'affirmation d'une démocratie radicale (rien à propos de moi sans moi, pas de décision sans participation à la prise de décision) et la détermination des questions qui ne peuvent trouver de réponses que collectives et débattues (les biens et services communs). Ce « principe du commun », qui essaie de s'affranchir à la fois des injonctions technocratiques et des dynamiques inégalitaires du marché, repose sur la reconnaissance du fait que nous sommes, à bien des niveaux, engagés dans une aventure commune qui nous met en situation de « co-obligation » (comme on dit être l'obligé de) née de notre participation à une tâche collégiale.

→ Lire page suivante



Mais, comme l'indique Nicolas-Le Strat, pas de commun, pas de monde commun, sans travail du commun⁸ : il y a une interdépendance nécessaire entre travail du commun et développement collectif du pouvoir d'agir (empowerment). C'est dire la nécessité d'une lutte qui va à l'encontre des incapacitations, des impuissances construites par les montages institutionnels actuels.

Entre la privatisation du monde et l'extension infinie de la propriété privée (commodification), l'emprise de l'Etat sur des biens et des services publics qui échappent à la volonté populaire, le principe du commun repose sur une volonté d'étendre les coopérations et les collaborations à partir desquelles nous pouvons « construire des communs et nous rapporter à eux pour les préserver, les étendre et les faire vivre⁹ ».

« Comment outiller ce « travail du commun », comment le concevoir et comment l'œuvrer ? Avec quels outils langagiers, techniques, relationnels, conceptuels ? Comment « capaciter » cette volonté de faire ensemble ? Quels sont les dispositifs et les méthodes, les langages et les concepts, qui instrumentent notre faculté à agir en commun (coopérer) et à agir le commun (autogérer) ? Quelles formes institutionnelles faut-il établir pour espérer concrétiser cet engagement¹⁰ ? »

Cette liste de questions pratiques montre à quel point l'expérience du confinement est loin d'une réelle tentative de construction de monde commun. Elle permet néanmoins de réfléchir à ce que nous pouvons apprendre des dernières expérimentations et tentatives réalisées dans le travail social, ce que nous pouvons en garder et ce que nous devons améliorer.

Trois constats

1. construire du commun n'est pas plus facile aujourd'hui (même si nous pouvons nous appuyer sur l'exemple du confinement et de ses effets) dans « le monde d'après »,
2. le travail social associatif ne sort pas renforcé de cette crise. Il s'est trouvé lui aussi confiné, empêché de mener une partie de ses missions et d'apporter le soutien nécessaire à toute une part de la population. Il a cependant montré sa réactivité, une certaine force face à l'exceptionnel (c'est le secteur associatif qui s'est le premier préoccupé des populations les plus fragiles), des possibilités de plasticité et de coordination insoupçonnées (comme dans le cas des hôtels réquisitionnés),
3. les formes existantes ou émergentes de commun sont des ressources inestimables sur lesquelles s'appuyer pour poursuivre le chemin vers un horizon de justice sociale et d'autogouvernement. A cet égard, les dispositifs liés à la Sécurité sociale, et de façon générale les services publics, ont montré toute leur importance dans cette crise et sont des mécanismes à préserver et à renforcer, absolument. De même, le milieu naturel, au plus proche de chacun de nous, est le premier bien commun à défendre. Il est, bien avant toutes les institutions humaines, le socle indispensable sur lequel bâtir la possibilité d'une vie politique¹¹ en commun.

Des ouvertures

La crise du COVID 19 peut nous servir de tremplin. Par son ampleur et la démesure de ses conséquences, elle nous a amené à réviser certaines manières de faire ou certaines évidences. Elle nous a obligé à revoir des partitions jusqu'alors immuables ou à imaginer atteignables des objectifs jusqu'ici barrés. En s'appuyant sur ces expériences, nous pouvons décider de suivre de nouvelles routes et imaginer de nouvelles façons de les parcourir. Comme le proclamait le philosophe Bruno Latour au plus fort de la crise, « si tout est arrêté, tout peut être remis en cause » !

Alors, que garder et renforcer et quoi abandonner ou tenter de faire disparaître ?

En premier lieu, à l'opposé d'une gestion technocratique de la crise, alliant parole experte et forces sécuritaires, réaffirmons le pouvoir d'agir de l'association, à partir du moment où la volonté de s'associer signifie celle d'affronter en commun des problèmes eux-mêmes identifiés et vécus en commun (ce qui ne veut pas dire de manière identique). La force de l'associatif rappelle le Collectif 21 qui s'oppose aux prescrits du nouveau Code des sociétés et des associations, émane de l'énergie propre aux collectifs et de leur capacité à dépasser les barrières et les micro-appartenances pour produire du commun.

S'associer, s'organiser, c'est chercher la bonne échelle et la bonne forme de soutien et de solidarité entre le lien purement familial et l'approche technocratique : « un travail du commun peut répondre

« il y a une interdépendance nécessaire entre travail du commun et développement collectif du pouvoir d'agir »

à cette nécessité de réengager une réflexion d'ensemble sur les aides, les solidarités et les accompagnements¹² ». L'association est le premier pas dans le travail de découverte de ce qui nous importe collectivement et des efforts que nous devons produire pour le faire prospérer.

C'est ce qu'on a vu poindre lors du confinement à la fois dans le développement de solidarités locales et organisées – les Brigades de solidarité populaires par exemple – mais aussi dans le souci généralisé vis-à-vis des personnes plus fragiles (les migrants, les personnes âgées, les occupants des MR/MRS). Celui-ci témoignait d'une attention, partagée très largement, de ne pas nuire en respectant les précautions sanitaires mais aussi d'un attachement au travail de soin qui dépasse la dispensation de soins techniques dans une certaine éthique du care, notamment en faisant attention aussi bien aux soignés qu'aux soignants.

Vision commune : professionnels et usagers !

Cette attention partagée montre la voie vers d'autres façons d'envisager l'action associative, plus horizontales et plus communautaires. Une action associative moins attachée à la partition des rôles, des attentes et des initiatives entre professionnels et usagers qu'à la production commune des questions à résoudre, des actions à mener et des conditions de leur réalisation. Cela suppose évidemment de créer ou d'utiliser des outils qui permettent ce travail de conjonction menant à une réflexion, une enquête et une action communes. C'est cette voie que des expériences récentes comme l'École de Transformation Sociale ou le CREBIS veulent aider à explorer en contribuant à casser les barrières entre les rôles qui nous nous assignons et en créant des lieux permettant ce travail du commun.

La crise du COVID 19 peut nous servir de tremplin.

Les événements récents apportent un deuxième enseignement : il n'est plus concevable de considérer les questions de la santé et du logement comme nous y invitent les logiques de gestion étatique ou d'accaparement marchande. Ce qu'a fait apparaître la crise liée au coronavirus est que la santé ne peut se réduire au fait d'échapper individuellement à la maladie, pas plus que le logement ne peut s'envisager comme une mesure sanitaire.

Santé comme logement ne sont pas des objets d'intervention, c'est en fait de nos vies toutes entières qu'il s'agit, du sens qu'on leur donne et de la façon dont on entend les conduire ! Enjeux politiques et collectifs, la santé et le logement sont aussi des biens

communs et c'est cette qualité qui doit guider le travail social qui s'en préoccupe. Un travail basé sur l'idée qu'il s'agit de « prendre soin » de tous et de chacun, non pas dans un optique compensatrice ou réparatrice mais dans la perspective d'une obligation partagée du fait de notre commune vulnérabilité, doit se centrer prioritairement sur la préservation de la santé de chacun (accès universel) et la revendication d'un toit pour tous (droit au logement).




Pour aller + loin : liens & articles à consulter sur le site du CBCS

Car le commun ne peut pas être seulement une idée. Pour que les choses deviennent communes, il faut du matériel, des institutions, etc.... Le commun s'institue dans des formes d'organisation, des formes de distribution de ressources, des capacités techniques¹³, etc. Le travail social, comme travail du commun, doit être partie de cette force d'émancipation et appui à la détermination collective. L'égalité effective que nous avons expérimentée de façon fugace est promise à disparaître dès que la maladie sera contenue et que le modèle de la peste, qui permet ironiquement l'inclusion de chacun, pourra se transformer en un « modèle de la variole¹⁴ ».

La question ne sera plus alors d'assigner les gens aux lieux et de réduire l'infection mais de tracer des risques différenciés en pouvant contrôler constamment déplacements et contacts. Ce modèle du contrôle de chacun par chacun via les outils techniques réduira d'autant plus les possibilités de construction d'un monde commun. Et permettra le retour au monde d'avant...en pire.

Le COVID a brutalement ouvert des brèches, ne les laissons pas se refermer.

- 1 Pour permettre le respect effectif du confinement par toute la population, certaines communes ont réquisitionné des hôtels pour loger les personnes sans-abris ou mal logées. Cette mesure a été ensuite généralisée sur le territoire de la Région.
- 2 Foucault insiste sur le fait que dans les sociétés modernes, « la médecine est une médecine sociale dont le fondement est une certaine technologie du corps social; la médecine est une pratique sociale, et l'un de ses aspects seulement est individualiste et valorise les relations entre le médecin et la patient. » Michel Foucault, "La naissance de la médecine sociale", Dits et écrits, Gallimard, 1994, t. III, n° 196, p. 207-228.
- 3 Michel Foucault, Les Anormaux — Cours au Collège de France, 1974-1975, EHESS, Gallimard, Seuil, 1999, Cours du 15 janvier 1975.
- 4 Michel Foucault, Surveiller et punir, Gallimard, Tel, 1975, p.231
- 5 « Alors que la lèpre appelle la distance, la peste, elle, implique une sorte d'approximation de plus en plus fine du pouvoir par rapport aux individus, une observation de plus en plus constante, de plus en plus insistante. Il ne s'agit pas non plus d'une sorte de grand rite de purification comme dans la lèpre; il s'agit, avec la peste, d'une tentative pour maximaliser la santé, la vie, la longévité, la force des individus. » Michel Foucault, Les Anormaux — Cours au Collège de France, 1974-1975, EHESS, Gallimard, Seuil, 1999, Cours du 15 janvier 1975.
- 6 Beaucoup de commentateurs de la crise liée au coronavirus n'ont d'ailleurs pas manqué de relever à quel point la gestion de cette crise relevait de ce que Foucault appelle la biopolitique, c'est-à-dire l'attention politique portée par la santé de la population comme garantie de la prospérité économique de l'Etat.
- 7 Il faut évidemment ici souligner la façon dont les MR/MRS ont, elles, été abandonnées à leur sort tout au long de la crise. Cette poche d'inégalité flagrante de traitement montre à quel point les personnes âgées constituent malheureusement un groupe « à part » dans notre organisation sociale. Pour se documenter sur le véritable scandale de cette crise, voir le rapport de Médecins Sans Frontières, Les laissés pour compte de la réponse au Covid-19, juillet 2020.
- 8 Pascal Nicolas-Le Strat, Le travail du commun, Saint-Germain sur Ille, Editions du commun, 2016.
- 9 Pierre Dardot et Christian Laval, Commun, Paris, La Découverte, 2014, p.49
- 10 P. Nicolas-Le Strat, op. cit., p. 18.
- 11 Voir par exemple la proposition des Actrices et Acteurs des Temps présents de considérer les bassins versants comme les futurs espaces politiques du commun permettant de connecter les multiples intérêts locaux autour de la ressource essentielle qu'est l'eau. Voir Pays dans un pays. Un manifeste, disponible à l'adresse <http://www.actorsdestempsprésents.be/pays-dans-le-pays/>
- 12 P. Nicolas-Le Strat, op. cit., p. 219.
- 13 « Les ressources ne sont pas immédiatement ou spontanément communes. L'accès à une ressource partagée présuppose l'existence d'un projet organisationnel et infrastructurel. Pour que l'eau devienne commune, il faut des canalisations, des pompes et des systèmes de gestion. » Michel Hardt et Antonio Negri, Déclaration (Ceci n'est pas un manifeste), Paris, Raisons d'agir, 2013, p. 119.
- 14 C'est Olivier Razac qui propose ce troisième modèle pour penser certains dispositifs judiciaires de contrôle à distance. Olivier Razac, « Le nouvel espace carcéral : lèpre, peste, variole ».



« Le narratif actuel oppose : le travailleur social est opposé au militant écologiste, l'ouvrier au cadre, etc. Nous devons élaborer nos propres narratifs. Nous sommes unis ! Des politiques publiques existent et nous devons faire en sorte de les améliorer ».

« SI ON VEUT FAIRE DU COMMUN, ÉVITONS LE PIÈGE DES NARRATIFS DOMINANTS ! »

En mouvement, c'est un peu ce qui semble définir Amaury Ghijssels, chargé de mobilisations chez Greenpeace et militant depuis... toujours ? A 15 ans, entre deux tubes de Rage Against The Machine, il a pour livre de chevet le manifeste du parti communiste. Plus tard, il fonde avec d'autres amis La Volte asbl, et s'engage sur de multiples causes : Climate justice action, camp No Border de Bruxelles, Marche européenne des Indignés, ... Il interpelle aussi sur l'urgence de « faire ensemble » à travers une « conférence gesticulée »*. La question sociale, « elle fait partie de mon vécu », avoue-t-il, « même si ma réflexion sur les questions de justice sociale s'est complexifiée avec le temps ». Retour sur cet échange passionnant qui invite à poursuivre la « convergence des luttes », au-delà des difficultés pour construire ce « nous collectif ».

BIS : D'où vient votre conscientisation politique ? Et pourquoi ce choix de travailler professionnellement sur la question climatique ?

Amaury Ghijssels : J'ai grandi dans un environnement précaire. Ma mère a élevé seule ses trois enfants. Et malgré un emploi de secrétaire dans un cabinet d'avocats, c'était difficile pour elle de joindre les deux bouts. Par la suite, j'ai côtoyé des femmes féministes dans mon boulot à l'asbl Quinoa. Au fil de mon parcours professionnel, j'ai fait les liens entre lutte contre le patriarcat, anticapitalisme, colonialisme, exploitation et enfin, écologie radicale. Au fond, on peut encore vivre des siècles sans résoudre les dominations, mais la crise climatique, on ne peut pas ! Ce qui ne veut pas dire qu'il faut d'abord s'emparer de la question du climat. On ne pourra définitivement pas la résoudre sans s'attaquer aussi au patriarcat, au colonialisme, etc.

Faire « commun », « faire société » est donc un incontournable ...

Oui, même si aujourd'hui, le rapprochement des luttes environnementales et sociales est encore maladroit.

Du côté du mouvement climatique, on entend ce type de discours : « il faut résoudre la question climatique tout en faisant attention à la question sociale et aux pauvres ! ». Le problème, c'est que cela revient à dire qu'il y a une contrainte supplémentaire !



Pour aller + loin :
« Radical ! ? » Ou comment agir ici, maintenant et ensemble ?
<http://conferences-gesticulees.be/>

Comment construire un véritable « nous » ?

La seule manière d'y arriver, c'est de **réaliser un vrai changement d'échelle au niveau des politiques publiques !** Avec les populations pauvres et les moyens revenus, et pas uniquement du côté des populations riches. Actuellement, tout est axé sur la propriété privée plutôt qu'à partir des entreprises publiques. La véritable question est : « **de quoi a-t-on besoin pour assurer les besoins sociaux et environnementaux de la société dans un intérêt commun ?** ».

Le libre marché entraîne une privatisation à outrance : l'énergie, l'eau, le gaz, l'électricité, ... Au lieu de fonctionner à partir de l'offre et de la demande, l'idée serait de redistribuer les revenus, mettre fin aux dominations économiques et racistes, ... Concrètement, au lieu de défiscaliser les propriétaires pour qu'ils construisent ou adaptent leur maison en mode « écologique », on devrait isoler tous les logements sociaux, instaurer la gratuité des transports en commun, réduire le temps de travail, etc. De même, du côté des entreprises, c'est trop tard pour attendre qu'elles passent aux énergies vertes ! Il n'y a pas de lien entre exonérations fiscales et créations d'emplois ... Produire moins et mieux partager, voilà ce en quoi je crois !

#ANALYSER

Les problématiques qui nous relient et la manière de les résoudre sont largement partagées. Mais comment se fait-il qu'on n'arrive pas à passer ensemble à l'action ?

Le tout est dans le narratif. La clé de la convergence des luttes, c'est l'histoire que nous voulons raconter ! Si on veut faire commun, il ne faut pas tomber dans le panneau des narratifs dominants, mal pensés et relayés massivement par les médias.

Le narratif actuel oppose : le travailleur social est opposé au militant écologiste, l'ouvrier au cadre, etc. **Nous devons élaborer nos propres narratifs. Nous sommes unis !** Des politiques publiques existent et nous devons faire en sorte de les améliorer.

Les mots utilisés orienteraient nos luttes ?

Avant cela, il y a cette question des subsides, basée sur une logique cartésienne qui dissocie, nous isole¹. Mais au-delà de cet aspect-là, nous sommes effectivement aliénés par un langage qui cible certaines portes d'entrée et en invisibilise d'autres comme l'accès au travail, le racisme structurel, la violence policière, l'accès au capital culturel, ... D'où, la nécessité de se poser cette question : « **que contribue-t-on à invisibiliser aujourd'hui ?** »

Par où commencer pour y répondre ? Et faire émerger ce qui nous relie ?

S'émanciper, s'éduquer les uns les autres, remettre l'économie à sa place. Comprendre comment tout cela fonctionne, **notamment à travers l'éducation populaire**. Proposer des alternatives économiques, arriver à contre-attaquer. Pour ce faire, des mouvements tels que Greenpeace sont plus libres – non subsidiés, indépendant de l'Etat – alors que les autres types d'ONG s'épuisent : beaucoup de colloques pour discuter, mais au final « comment on en sort ? Comment on avance ? »... On sait ce qu'on doit faire mais on n'y parvient pas ! D'où, selon moi, la

solution est d'accompagner les gens à pouvoir résister, retrouver une puissance d'agir, au-delà de ce système de subsides parce qu'être en rupture totale, cela reste compliqué ! **S'autoriser à être subversif, bouger les lignes** à l'intérieur de ce type de financements. Personnellement, je n'ai jamais entendu d'associations à qui on avait coupé ses subsides parce que trop subversives. Il y a parfois aussi une forme d'auto-censure, une collaboration volontaire.

Le besoin de créer des cercles de diffusion révèle la nécessité impérieuse de sortir de « l'entre-soi » propre au secteur associatif.

L'associatif aurait tout intérêt à s'autoriser, selon vous, à désobéir ?

Quand il y a de nouvelles normes, se poser en tout cas cette question : **on accepte ou pas ?** La désobéissance est effectivement un des leviers de changement puissant. Cette « Action directe non violente créative » est le terrain où je retrouve personnellement le plus d'expérience d'émancipation. **Mais je ne dirai jamais que tout le monde doit le faire.** Tout le monde n'a pas les moyens de vivre avec des incertitudes d'agenda, des risques d'altercations policières, etc. La désobéissance civile est un privilège, sans doute moins adapté pour les plus dominés, vu l'exposition au risque plus grand quand on est sans papier, non blanc, avec moins de capital culturel, social, économique, ... On n'est pas tous égaux !

La désobéissance civile, c'est quoi ?!

Dans son analyse (1), Béatrice Bosschaert rappelle que le concept de la désobéissance civile a été développé par Henry David Thoreau, écrivain américain (1817-1862) dans son essai, la " Désobéissance civile " dès 1849. Il visait « une rébellion contre l'Etat et contre certaines lois jugées iniques ou injustes. Il inspira Martin Luther King et Gandhi. Pour faire changer une loi, ces derniers incitaient au non-respect de celle-ci ; appliquant ce qu'Aristote disait déjà : « Le fait qu'une loi puisse être injuste fonde la possibilité qu'on y désobéisse. » Le procès de Nuremberg en 1945 a été un tournant dans l'histoire de la désobéissance car il a établi le devoir de désobéir aux lois iniques en condamnant ceux qui y avaient obéi.

Depuis, la désobéissance civile prend aussi des formes plus indirectes. Les infractions ne sont pas nécessairement en lien avec l'objet de la contestation. Elles sont mises en œuvre pour attirer l'attention, pour réveiller les « consciences endormies ». (...) La désobéissance civile est une vraie source de changement social, comme le rappelle John Jordan, co-organisateur des Climate Games : « Toute forme de changement, ce qu'on peut appeler le progrès social, est le résultat d'actions de désobéissance. Les femmes qui portent des pantalons, le week-end, la contraception, le mariage gay, tous ces acquis sont les résultats d'actions menées par des gens qui ont désobéi, qui ont fait de la prison, qui ont été tués, qui ont été vus par la société comme des fous, des terroristes, etc. »

Extraits de : (1) « Gamification de la désobéissance civile, quand le jeu suscite l'engagement », Le Grain asbl, septembre 2018 : www.legrainasbl.org/

« **Tout le monde n'a pas la liberté d'être libre** », soulignait effectivement une **participante sans-papier à l'ETS. Il s'agit alors de trouver d'autres voies ...**

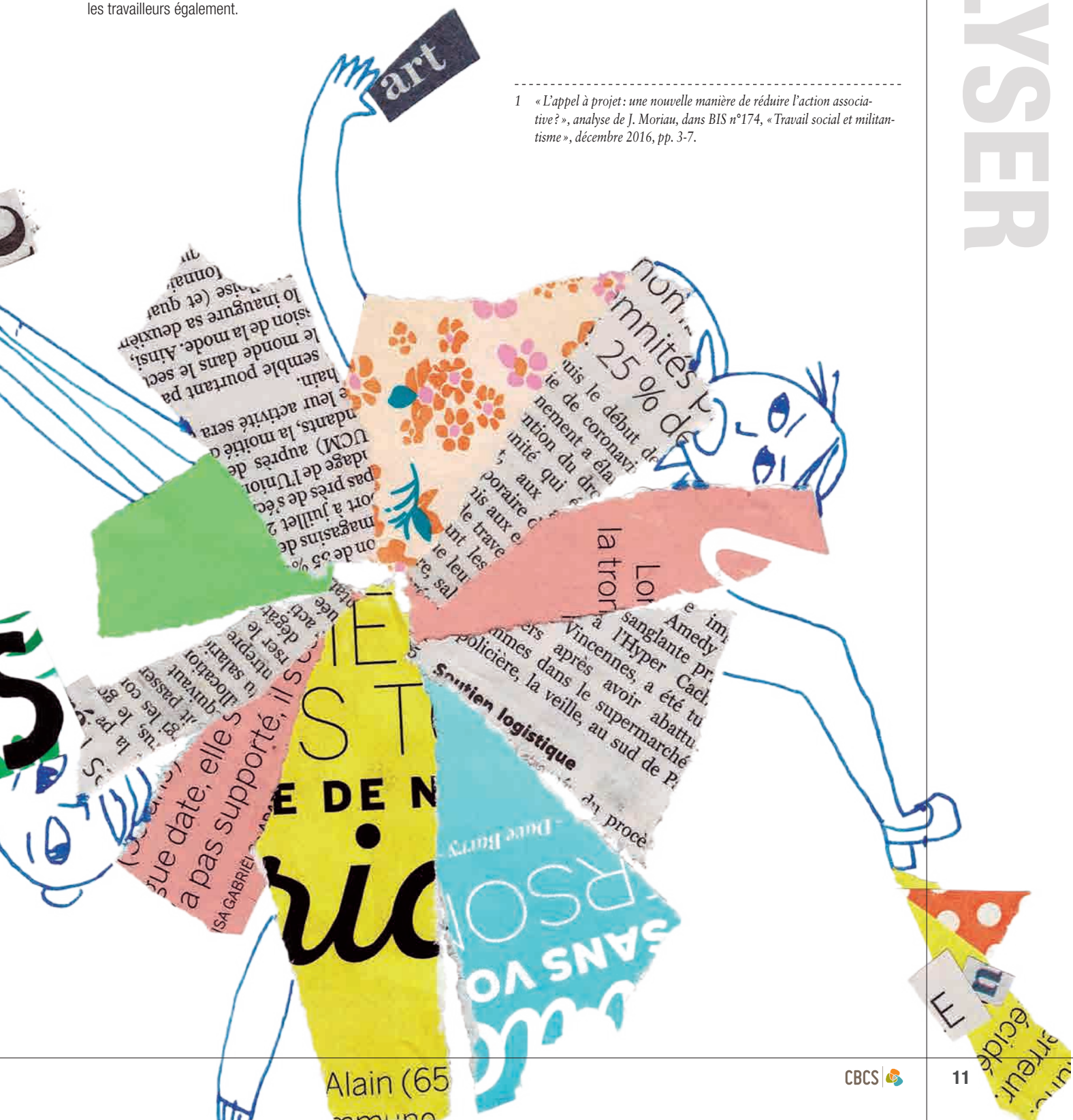
Oui, et il en existe tant d'autres pour changer le monde!
Faire avec l'Etat (plaidoyers, mobilisations conventionnelles, ...);
faire sans l'Etat (le changement ne dépend pas de l'Etat: les alternatives sont ici et maintenant; créer un Gasap par exemple) ou encore faire contre et résister (désobéir). Le plus important est de trouver la manière qui convient à chacun et éviter d'être dans l'éthique sacrificielle pour changer les choses! **Il n'y a pas une bonne réponse à cette question du « comment faire commun »**, le monde change tellement vite, les répertoires d'actions, les travailleurs également.

D'où, l'importance d'articuler les différentes approches ?

On fait partie d'un mouvement qui nous dépasse dans lequel on joue chacun un rôle différent. Un mouvement dans lequel on a aussi tout intérêt à pondérer les moments de production et d'analyse, à se réapproprier la recherche-action, à intégrer des activités intersectorielles dans le travail des structures elles-mêmes... Mais la question du **comment on s'articule au mieux les uns aux autres en un seul et même mouvement de lutte, c'est la question du narratif!**

Plus on aura effectivement de convergences les uns entre les autres, plus notre mouvement prendra racines!

1 « L'appel à projet: une nouvelle manière de réduire l'action associative? », analyse de J. Moriau, dans BIS n°174, « Travail social et militantisme », décembre 2016, pp. 3-7.





Après l'impression des sup de Tru Report

SSO
rendue
imaginé par Eric Dol
ogne – mais dont la
e a été enterrée par le co
unal de Nassogne jeudi
réapparaître so
uste à côté

ECOLE DE TRANSFORMATION SOCIALE : CONSTRUIRE UNE COMMUNAUTÉ DE PRATIQUES ET DE RÉSISTANCES

« *Comment transformer le travail social pour qu'il transforme la société ?* ». À partir d'octobre 2019, une centaine de travailleurs sociaux, chercheurs, militants, citoyens, ... se sont rassemblés autour de cette question. Initiée par Le Forum – Bruxelles contre les inégalités, la première édition de l'Ecole de Transformation Sociale avait pour défi de construire ensemble des parties de réponses. La crise du Covid-19 a coupé le processus en plein vol. En mars 2020¹, le dispositif et ses chantiers de réflexion ont été brutalement suspendus. Et pourtant. Même si les actions collectives concrètes n'ont pas eu lieu, se frotter à la joyeuseté bordélique d'une communauté d'apprentissage en émergence nous en apprend déjà beaucoup : entre émulation collective, croisements d'expériences et de regards, lot de frustrations et de tensions multiples, se confirme un besoin vital et vivifiant de « faire ensemble autrement ». Pour preuve : l'*Abécédaire de la transformation sociale*, une plateforme web de résistance collective, en construction. Focus sur ce cheminement collectif.

Qui veut transformer le travail social ? Et pourquoi ?

Vendredi 11 octobre 2019. Au centre de Bruxelles, à deux pas de la Bourse, c'est la base de lancement pour le projet d'école de transformation sociale. 300 personnes ont répondu à cet appel : « **Pour se relever, il est urgent de travailler la dimension politique, émancipatrice, mais aussi subversive du travail social** ». Parmi eux, 120 se sont déjà engagés à poursuivre les réflexions et actions qui auront émergé de ce premier rendez-vous à travers d'autres sessions de travail. (Lire p.16)

Mais qui sont ces gens qui veulent transformer le travail social ? La société ? Quelle mouche les a piqués pour avoir envie de participer à l'aventure ?

Il y a avant tout, ce qui les rassemble : organisateurs, animateurs comme participants **travaillent, luttent, réfléchissent ou se débattent avec le social au quotidien**. Tous sont confrontés à des mêmes constats, sans véritable issue. Tous se frottent, se confrontent, de très près ou d'un peu plus loin, à une série de

problématiques sociales : sans-abrisme, mal-logement, chômage, santé mentale, décrochage scolaire, ... Certains les vivent ou les ont vécues et sont aujourd'hui pair-aidants dans des associations (fonction qui privilégie l'expertise du vécu ou « savoir expérientiel »), d'autres les prennent pour objet d'étude ou les ont pour matière d'enseignement (« savoir académique »), d'autres encore

**«La rébellion est un point de départ, mais pas suffisant!»
(Paolo Freire)**

accompagnent, au quotidien, des personnes invisibilisées dans la société (« savoir professionnel »). Assistant social dans un service psycho-médico-social à bas seuil d'accès, enseignant dans une haute école sociale, militante dans un collectif de lutte pour les sans-papiers, chercheur en politiques sociales, éducateur de

rue, artiste engagé, fonctionnaire sur les matières social-santé, infirmière en milieu associatif, ... Tous sont plein d'attentes :

« ce que je souhaite, confiera un participant, c'est d'être bombardé de questionnements et être mis en cause sur presque tout, voire sur tout! (...) Ce que j'espère, c'est que le moi qui est entré à l'ETS ne soit pas le moi qui en ressort. Sinon, j'aurai raté quelque chose! ». Autres confidences: « je viens pour faire quelque chose de ma colère »; « Le travail social a besoin d'un bon petit coup de pied aux fesses. Osons sortir de nos tombeaux, bureaux, routines, institutions. Il n'y a pas de magie sans un petit grain de folie ? On devrait en tirer quelque chose ? »

Comment débiter un dialogue à 300 personnes ?

Dans les grandes lignes et sur papier, l'école se définit comme un **dispositif de formation participatif et partagé**. Avec pour ambition de « créer une communauté de participants ; construire une vision et une conscience politiques du social ; développer des réponses originales et créatives face aux enjeux sociaux, sociétaux et structurels ; créer des actions hors des schémas standards ». OK, mais concrètement, comment s'y prendre ? Comment initier un processus collectif ? Comment aller au-delà des constats maintes fois répétés ? Comment éviter les discussions de comptoir ? Ou bien c'est justement là que tout commence ? ... « Ce qu'on préfère le plus souvent dans les colloques, ce sont les moments de rencontres », souligne Nicolas De Kuyssche (Le Forum-Bruxelles contre les inégalités) en introduction à l'événement. « Imaginons cette journée à l'image d'une immense pause-café, d'une longue conversation informelle ! ».



Pour aller + loin :
voir l'**Abécédaire de la transformation sociale**
sur <https://zintv.org>
A paraître en janvier 2021 !

Le ton est donné, à l'image de la méthodologie du jour, « **le forum ouvert** ». « Libre à chacun de circuler entre les différentes discussions, de prendre des moments de recul, des initiatives spontanées pour que quelque chose se construise ensemble ». La journée débutera d'ailleurs par la rédaction collective, en un temps record, d'un ordre du jour. Au total, ce sont 55 discussions qui auront lieu, par petits groupes, à trois moments différents de la journée. « Comme pour un processus d'écriture, tu dois lâcher prise, laisser venir, dans le moment présent », me prévient-on. « L'intérêt, c'est le croisement des genres, des idées, des métiers, ... ».

Dans ce brouhaha à la fois jovial et concentré, on butine de-ci, de-là, On accueille le hasard, les détours. On se disperse un peu beaucoup, on rit, on rencontre, on tente d'attraper des réflexions en plein vol. Si l'exercice n'est pas toujours évident - faire place à chacun et construire d'une même voix, laisser émerger une parole libre et dépasser les constats, circuler et entrer en dialogue - stimulant, il l'est très certainement.

De ces discussions, il en ressort avant tout une multitude de questions !

« On demande aux personnes accompagnées de participer à des processus collectifs alors qu'elles ont plein de soucis individuels... Comment ne pas forcer le collectif ? ». « Comment travailler sur le pouvoir d'agir des personnes en tant que travailleur social ? ». « Comment bousculer les manières de travailler tant qu'il y a un 'nous' – les professionnels du social – et un 'eux' – les personnes accompagnées ? ». « Où s'arrête notre travail ? », « Comment donner la parole à ceux qui ne l'ont pas ou plus ? », etc. etc. A en donner le tournis ! A en paralyser les travailleurs sociaux et le travail social lui-même ? ... Mais à travers elles, il y a aussi cette occasion, relativement inédite, de partager des expériences et des projets situés par-delà les frontières de sa sphère de travail habituelle, de son entourage quotidien. On vient donc pour s'imprégner, voir, entendre. On ne vient pas toujours pour prendre la parole ou passer directement à l'action.

→ Lire page suivante

L'Ecole de Transformation Sociale, c'est quoi ?

Initiée par Le Forum – Bruxelles contre les inégalités, l'Ecole de Transformation Sociale se définit comme un **dispositif de formation participatif et partagé**. Les objectifs sont :

- créer une communauté de participants ;
- construire une vision et une conscience politiques du social ;
- développer des réponses originales et créatives face aux enjeux sociaux, sociétaux et structurel ;
- créer des actions hors des schémas standards.

Voilà dans les grandes lignes. Les participants sont composés de **3 types d'expertise** : professionnelle, expérimentale (à partir de son vécu) et académique. Mais au-delà de cette diversité de regards, il y a ce qui les rassemble : organisateurs comme participants travaillent, luttent ou se débattent avec le social au quotidien. Tous se frottent, se confrontent, de très près ou d'un peu plus loin, à une série de problématiques sociales : sans-abrisme, mal-logement, chômage, santé mentale, décrochage scolaire, ...

En fin de journée, point de rencontre sur les marches de la Bourse : les participants brandissent des calicots calligraphiés de slogans tirés des discussions : « Rien sur nous sans nous ! », « A bas la hiérarchie des savoirs ! », « Nos patrons, ce sont les gens ! », « Tisser les colères pour vivre au lieu de survivre ! », « Repolitisons-nous ! », « Accompagné, pas fliqué ! », « Nos savoirs, c'est du pouvoir ! », etc. Une manière de faire prendre l'air à une série de réflexions qui traversent le travail social, de faire irruption dans l'espace public. Une manière aussi de relayer des bouts de révolte et de colère communes vers l'extérieur. Mais l'énergie collective a besoin de repos : les participants se quittent, fatigués, enthousiastes ou encore frustrés, ... Mais rarement indifférents suite à ce foisonnement d'idées partagées.

En chantiers : l'émergence d'un collectif en 5 tensions-clés

Les mois suivants, le travail se poursuit avec 120 participants, à partir de différents groupes de réflexion thématiques ou chantiers : « Formation sociale émancipatrice », « social-climat : même combat ! », « Les publics invisibilisés », « Contrôle, violences institutionnelles et travail social », « désobéissance civile », « Pair-aidance », « Plaidoyer social ». Au fil des séances, on a rencontré, observé, écouté, participé, pris des notes. Au fil des sessions, on a laissé trainer nos yeux et nos oreilles, mais aussi lors des réunions de préparation entre animateurs.

Le collectif ETS en 5 tensions-clés

Tension n°1

Temps pour se rencontrer ou passer à l'action ?

Tension n°2

Laisser émerger ou planifier ?

Tension n°3

Parole d'expert ou parole de vécu ?

Tension n°4

Pouvoir d'agir individuel ou collectif ?

Tension n°5

Faire commun : entre-soi ou avec les autres ?

On a aussi interrogé des participants pendant et après les journées. En voici un condensé, réorganisé autour de 5 tensions majeures qui ont traversé cette première édition. A voir comme un **outil-boussole qui peut orienter tout un chacun dans les équilibres à (ré)inventer pour créer du « commun ».**

TENSION N°1

Temps pour se rencontrer ou passer à l'action ?

« 8 jours [5 jours, vu la crise sanitaire, ndlr], c'est court si on veut aboutir à une action concrète qui porte ses fruits durablement ».

A chaque rendez-vous, dès 9h, les lieux se remplissent d'une énergie bruyante, curieuse, souvent amusée et décontractée.

On se salue, on se reconnaît, on prend des nouvelles les uns des autres. Autour de petites gorgées de café, d'une tranche de gâteau. Pour réveiller têtes et papilles. On en était où déjà ? ... Ah oui : « **transformer le social pour qu'il transforme la société** ». Qui y croit ici ? », lance Juliette, l'une des animatrices ETS, sous forme de boutade, à la première journée... Une main se lève : « moi, je suis là parce que je pensais qu'on était 120 à y croire ! ». Tout est dit ou presque. Un grand nombre de participants sont là pour « **faire collectif** ». Et comment le faire si ce n'est à travers le temps de la rencontre ? « *Apprendre à connaître le beau panel humain qui nous entoure* », « *toutes des personnes ayant la même envie de militance, même si vécues sous diverses formes, toutes utiles* », confient les participants. Pour certains d'entre eux, les temps informels rendent ces échanges possibles. Pour d'autres, ceux-ci restent trop maigres. Même en chantier, le temps aurait finalement manqué pour se connaître, parler de sa propre expérience et tisser une véritable confiance les uns entre les autres. « *J'ai eu la sensation d'être dans des speed-dating* », regrette un participant. Une autre tempère : « *Heureusement, la pression du temps est diluée grâce à l'accueil, la bienveillance du dispositif. Ce qui me permet de vivre l'expérience comme un vent de fraîcheur !* ».



Pression du temps, pression du résultat ?

Toujours est-il que ce processus ETS, malgré la mise en place d'un cadre souple, aurait été « mangé » par « des journées très (trop) intenses, même si très riches ». Comme dans une ruche au bourdonnement continu, certaines abeilles auraient eu besoin, à certains moments, de se poser. Pour « repartir avec quelque chose qui va [nous] faire cheminer ». Résultat : on rêve encore et toujours plus de « temps long » : « Si on pouvait avoir deux jours consécutifs par mois, ce serait carrément le luxe. Ça permettrait de profiter de l'émulation ambiante, puis de laisser décanter le reste du mois ». Au fil des séances, se creuse cette tension entre, d'un côté,

Faire collectif signifie aussi s'arcbuter tous ensemble face aux coups qu'on peut recevoir

ceux qui veulent prendre le temps de se rencontrer, de réfléchir ensemble – « **Je comprends l'envie d'agir, c'est le but de l'expérience, mais pour moi, agir pour agir revient à s'agiter dans le vide et perdre des forces pour une action qui en vaut la peine** » - et de l'autre, ceux qui s'impatientent et veulent passer à l'action : « **J'avais un peu l'impression d'être en psychiatrie : on cause beaucoup, on agit peu** ». Les deux versants – réfléchir et agir – sont pourtant indissociables. « *Ce que j'ai appris à l'ETS* », témoignera en ce sens une participante, « *c'est ce savant mélange entre le travail sur le temps long et puis, parfois, ce temps de l'urgence où il faut foncer dans le tas pour éviter de tourner en rond!* ».

L'arrêt brutal de l'ETS et de ses chantiers en cours, à la mi-mars 2020, en raison de la crise sanitaire, laisseront un goût d'inachevé à l'aventure : « *J'ai tissé des liens et eu accès à des ressources intéressantes, mais j'aurais souhaité poursuivre avec une application concrète* ».

Que ce soit pour rencontrer, réfléchir ou agir, les temps qu'on pourrait parfois désigner comme « morts, creux ou encore vides » sont au fond des respirations essentielles à préserver dans une idée de construction à la fois individuelle et collective. « **On doit réapprendre le temps de la lutte, on a oublié ce que cela peut représenter en termes de combat, de douleur** », rappelle un participant. « *Faire collectif signifie aussi s'arcbuter tous ensemble face aux coups qu'on peut recevoir* ». Et pour construire une lutte durable, le point de départ serait ce temps long de l'échange, à partir duquel quelque chose pourrait basculer.



Pour aller + loin :
Hartmut Rosa, « *Accélération. Une critique sociale du temps* », Paris, La Découverte, coll. ; « *Sciences humaines et sociales* », 2013, 486p., 1re éd. 2010.

TENSION N°2

Laisser émerger ou planifier ?

« *Ce qui m'a manqué, c'était d'avoir un peu plus de cadre dans le travail en chantier : j'ai eu l'impression que les discussions restaient davantage à un niveau théorique parce qu'on ne savait pas vers quoi aller...* »

Autre journée, autre question posée par un des animateurs : « *avez-vous un exemple d'action sociale collective que vous souhaiteriez entreprendre ?* » ... Grand silence général. Même si les envies de changement sont là, « mettre plein d'idées ensemble, c'est une soupe compliquée! », note un participant. Pour preuve, les rythmes et besoins si variés de chacun des chantiers en construction. Certains ont besoin de temps, d'autres de personnes ressources sur telle ou telle thématique, d'autres encore se demandent comment insuffler de la créativité, comment évaluer l'impact de leur action, comment passer de l'individu à l'action collective, etc. **L'ensemble de ces besoins traduit la**





#EXPERIMENTAL

difficulté à se situer entre l'émergence d'une proposition collective et sa planification. Personne n'a la vision globale de l'ensemble du contenu, et c'est tant mieux ! Mais la nécessité de resserrer le propos se fait sentir : « ne pourrait-on pas poser un cadre moins large et aborder dès le départ des problématiques plus concrètes ? ». Pour rappel, pour cette première édition, l'ETS partait des 55 problématiques relayées dans le cadre du Forum ouvert. Vaste et périlleuse entreprise ! Trop vaste pour ne pas s'embourber un peu dans le tas de questions sociales à prendre à bras le corps. Parce qu'on a promis de construire ensemble. Parce qu'on ne veut pas décevoir, encore moins frustrer, dès le début de l'aventure. Et parce qu'on veut laisser le cadre le plus ouvert possible. Mais pour certains des participants, la scène est jugée trop large : « parfois, cela flottait un peu, tout était à discuter ! ».

Garder le fil de l'histoire ...

Pour donner un rythme et des points de repères, **le groupe d'animateurs (facilitateurs), garants du processus collectif, est primordial.** Mais lui-même doit être le plus au clair possible avec son rôle et les limites dans lesquelles il peut jouer : « jusqu'où sommes-nous animateurs ? jusqu'où sommes-nous aussi participants ? », s'interroge une des animatrices, à l'occasion d'une réunion de debriefing. Elle poursuit : « nous sommes pleines de doutes sur notre fonctionnement, mais une confiance s'installe entre nous, ce qui nous permet d'avancer ! Partager ses doutes, ses maladresses, poser un regard indulgent sur nos essais-erreurs est essentiel ». (Lire encadré page de droite) Au fil de l'expérience, apparaît la nécessité d'affiner un maximum la place des animateurs dans le processus pour éviter notamment d'endosser celle de « super-héros » du collectif, censée assumer tous les rôles en un seul.

Au fond, tout ceci nous rappelle cela : délimiter l'espace dans lequel on va travailler ensemble et les rôles de chacun ne nous empêchera pas pour autant de voguer librement à l'intérieur ... Que du contraire : « imposer un cadre, c'est ce qui va m'aider à oser fouiller chez moi là où je n'ai pas envie d'aller, c'est ce qui aide à m'interroger, à me remettre en question ! ».

Personne n'a la vision globale de l'ensemble du contenu, et c'est tant mieux !

Autrement dit, si le dispositif ETS ne doit pas être un mode d'emploi de « mise en action du collectif », il doit idéalement être là pour fixer un cadre de travail rigoureux et sécurisant qui ne bouge pas. Et qui s'appuie sur une vision politique partagée. Dans ce cas précis, **il s'agit de mettre à plat et de clarifier, d'abord entre animateurs pour le faire ensuite avec l'ensemble des participants, les différentes visions de changements du travail social ; fil rouge qui sera garant de l'objectif à atteindre collectivement.** Pour au-dedans et par-delà, laisser libre cours à la préparation du bouillon collectif.

Pour aller + loin :

« Coopératif ou compétitif ? Non stigmergique !
- Lorsque même le mode d'organisation devient politique... Pratiques stigmergiques au sein du mouvement désobéissant », analyse de Béatrice Bosschaert, Le GRAIN, Juin 2019.



Rôle de l'animateur : super héros, garant du processus collectif ?

Avant chaque journée ETS, l'ensemble des animateurs se réunit 3 à 4h pour **débrief**, ajuster le dispositif, co-construire la suite.

Lors de ces réunions de préparation, ils ont vite constaté une zone de flou autour de leur rôle de « **facilitateur** », « **animateur** », qui rend leur tâche souvent inconfortable : « sommes-nous des passeurs de savoirs ? A-t-on un devoir de mémoire envers les chantiers ? Un rôle de transmission de ce qui se construit vers l'extérieur ? Notre rôle est-il d'être garant du cadre et/ou d'apporter de l'épaisseur à ce qui se dit ? Devons-nous nous définir comme des personnes ressources à disposition des différents chantiers ; ou, au contraire, être responsable d'un chantier en particulier ? comment être garant du processus et, en même temps, laisser cheminer les participants ? »

Après évaluation de cette première édition, il apparaît combien la fonction de « **facilitateur/distributeur de la parole** » est première. D'autant plus quand sont inclus dans le collectif des personnes moins accoutumées avec les modes d'expression orales, plus vite intimidées par le groupe, etc. D'où, l'importance aussi d'installer des duos d'animateurs, l'un étant plus attentif à la distribution de la parole, l'autre aux contenus de la discussion en lien avec les objectifs poursuivis. Au-delà de ce recadrage, **l'équipe d'animateurs soulignera aussi la volonté de construire un socle de balises pédagogiques et de visions politiques communs.**

Parce que si les animateurs proviennent d'un **même terreau associatif**, chacun n'en a pas moins cultivé une **culture pédagogique et d'animation spécifique**, liée notamment à son institution, sa vision politique du travail social, son parcours personnel, professionnel, militant.

TENSION N°3

Paroles d'experts ou paroles de vécu ?

« Belle mixité chaque vendredi. Tout ce beau monde rassemblé me mettait de bonne humeur dès le matin. Les CPAS (Centres Publics d'Action Sociale) qui ne sont pas toujours invités dans ce genre d'événements - et c'est regrettable - étaient très présents. J'ai aussi adoré travailler et échanger avec des « experts du vécu ».

« Le premier jour, j'ai recroisé Joe qui vit dans la rue. Ce qui m'a amené de la joie et des questions », témoigne une participante. Une autre souligne : « Rien à faire, ce sont les plus à l'aise qui prennent (trop ?) de place ». La question du « **comment travailler avec des regards et profils différents** » est au cœur de l'ETS. Pour rappel, les participants sont composés de 3 types d'expertise : professionnelle, expérientielle (à partir de son vécu) et académique ou institutionnelle. Comment faire collaborer des chercheurs, des intervenants sociaux, des citoyens militants, des artistes engagés, des experts du vécu, des fonctionnaires administratifs, des usagers de service social ? ... Comment exploiter cette précieuse ressource de multiplicité de regards et de points de vue sans pour autant **re-catégoriser les profils, ré-hiérarchiser les savoirs** ? La diversité des groupes - experts du vécu, professionnels, chercheurs, jeunes et moins jeunes -, les rencontres entre différentes visions du monde, l'écoute et le respect des différents points de vue sont autant d'éléments pointés comme des richesses par les participants.

Mais doutes et difficultés à se comprendre sont aussi au rendez-vous : « *Comment dialoguer entre monde politique, travail de terrain et engagement citoyen ?* ». « *Entre militantisme et bienveillance, arriverons-nous à faire émerger quelque chose ?* ».

→ Lire page suivante

Surmontables pour certains, « *des divergences par moment, mais qui ne sont pas des obstacles* » ; plus paralysants pour d'autres : « *En octobre, J'ai trouvé des alliés dans les envies de changer le monde. En février, le bilan est que côtoyer des universitaires pour travailler ensemble est compliqué, qu'il y a des évidences énoncées que l'on n'a pas le temps de décortiquer. Bref, j'ai un peu la sensation que le monde de terrain non universitaire et le monde universitaire ont un sacré travail s'ils veulent collaborer un jour!* ».

Nombreux sont pourtant les outils proposés pour dépasser cette sensation d'impasse – panneaux ressources avec portraits de chacun « *qui est qui?* », « *ce que j'ai à offrir/ce que je recherche* », fragmentation des journées en travail par sous-groupes, distribution de la parole, ... pour favoriser un échange horizontal. Elles n'ont permis de répondre que partiellement au défi.

Une fois la porte du collectif refermée ...

Malgré aussi une attention et une habileté (agilité?) des animateurs à tenter de « faire commun », certaines questions n'ont pu trouver de réponse dans certains chantiers : « *quelle va être notre action? A qui va-t-elle être destinée?* ». Pour certains participants, « mélanger des publics avec de tels écarts de connaissances et de pratiques est une belle envie, mais qui exige beaucoup plus de temps! ». Parce que, de mois en mois, la porte de l'ETS une fois refermée, le sentiment d'appartenance au groupe s'effiloche, les contenus aussi : « *quand on se retrouve après autant de semaines, on a l'impression de tout devoir reprendre à zéro!* ». L'écart se creuse d'autant plus entre ceux qui ont l'habitude de passer par l'outil informatique - lectures de conversations et de documents échangés sur Agorakit (logiciel collaboratif), de lire des études et analyses... Et puis, les autres. Même son de cloche pour le travail en chantiers : « *portés par nos habitudes et notre enthousiasme, les discussions vont vite, on a l'habitude de rester 2h sur une chaise et on n'a pas peur de parler en petits groupes...* ». Mais toutes ces « habitudes » de travail pour certains rendent la parole d'autres participants trop peu écoutées, voire silencieuses : « *Tout allait très vite. Je cautionnais ce qui était dit, mais j'étais l'invisible dans le groupe des « publics invisibilisés »! Je me suis effacée plutôt que de prendre ma place. Je suis avant tout une personne d'écriture et me sens vite écrasée, paniquée à l'oral!* ». « *Ce qui est dit m'intéresse* », confie une autre participante, « *mais les mots utilisés sont compliqués, je n'ai pas tout compris, on parle vite et beaucoup!* ».

Comment faire collectif au-delà de ces modes de fonctionnement qui nous rattrapent? ... « *Personnellement immergée dans cette culture de l'argumentaire, j'avais envie d'amener beaucoup d'informations et en même temps, j'avais cette peur de trop la ramener, d'avancer à la manière d'un bulldozer!* », confie une participante. Comment éviter les rapports de domination dans les échanges? Quel pouvoir donner à l'expertise académique²³; canaliser la parole des uns et inviter la parole des autres à s'inscrire dans le groupe? Utiliser d'autres supports de transmission que le langage oral? Comment mieux outiller les participants pour atteindre un consensus sans qu'il soit frustrant pour une partie du groupe? **Bref, comment faire collectif AVEC tous? ...**

Pour certains, le collectif ETS est encore trop majoritairement composé de « travailleurs sociaux, blancs, plutôt entre 30-40 ans ». Une part égale de travailleurs sociaux, experts du vécu, académiques – pourrait-elle favoriser cette dynamique de réciprocité? Et pourquoi ne pas instituer des duos d'animation de chantiers « professionnel du social/expert du vécu »? Une manière d'accueillir davantage les personnes en prise directe avec les problématiques sociales? « *Si on les invite, on doit leur faire une vraie place pour qu'elles puissent s'exprimer!* », insiste une des animatrices.

Cette question de la participation des personnes invisibilisées, « silencieuses » a été présente tout au long des rencontres. Elle a d'ailleurs fait l'objet d'un chantier à part entière et a permis de se pencher sur ce type de réflexions : « être présent dans un processus collectif en tant qu'usager, OK, mais pour quoi faire? Avec quelle place? Qu'est-ce qu'on attend de nous? Qu'on témoigne de nos difficultés, de nos obstacles de vie? »... « *Et si je veux être expert du vécu du côté de la joie? Si je veux venir pour être sur autre chose que sur la fragilité de mon vécu?* », rétorque un participant. Une autre explique : « *Je suis invisible et j'en ai souffert. Les schémas catégoriels sont absurdes. Parfois, on voudrait avoir droit à une parole, à une voix et paradoxalement, à d'autres moments, on veut juste être invisible pour être comme les autres* ». **Si la participation des personnes marginalisées est décrétée et unanimement applaudie, elle reste encore concrètement un impensé.**

Pour aller + loin :

« *L'alliance de la recherche et de l'intervention sociale. Un outil de lutte contre les inégalités* », Marjorie Lelubre, Sébastien Lo Sardo, Jacques Moriau, *Pauvreté n°27, Le trimestriel du Forum – Bruxelles contre les inégalités.* « *Les pauvres font de la politique! Impact, impasses et perspectives de la participation* », BIS n°164/165, CBCS, 2011.

TENSION N°4

Pouvoir d'agir individuel ou collectif?

« *Théophile, tu ne dois pas oublier que les mots ont du poids, un sens, une origine, ... Bref, les mots sont riches de sens. (...)* D'ailleurs, si on ne met pas les mêmes couleurs sur les mots, cela risque d'être compliqué! ». (Extrait de conclusion d'une journée ETS, décembre 2019.)

Personne n'a la vision globale de l'ensemble du contenu, et c'est tant mieux!

Très vite, le collectif ETS se pose la question du vocabulaire utilisé : « *si on veut impulser une autre forme de travail social avec les personnes accompagnées, les travailleurs de terrain, ne faudrait-il pas renommer nos pratiques?* ». Inventer une nouvelle terminologie du travail social pour s'approprier les outils et influencer la

transformation sociale souhaitée. Voilà l'idée. Avec l'aide de Zin TV, média d'action collective, « *L'Abécédaire de la transformation sociale* » voit le jour. (<https://zintv.org>) Au départ de regards et d'expériences individuelles récoltées au fil des rencontres, une parole collective se construit. Et pointe les incohérences dans lesquelles le travail social est pris, la nécessité de faire bouger les lignes. Par fragments – d'abord des capsules vidéos, mais aussi de l'écriture, des illustrations, des photos, ... - autant de **petits pas vers un outil de lutte sociale collective ? Vers un**

Cette question de la participation des personnes invisibilisées, «silenciées» a été présente tout au long des rencontres.

outil de résistance pour lutter contre un travail social, trop souvent lui-même reproducteur de violences et d'inégalités sociales ? ... Concrètement, il s'agit par exemple de s'interroger sur le terme « Assistanat » : « *où sont les assistés ? où sont les assistants ?* » ... Ne plus parler de « ceux d'en haut et ceux d'en bas » pour mieux écouter. Pour « *arrêter de parler à la place de, arrêter de mettre des corps intermédiaires* » ...

Débuter par les mots. Et puis agir !

Il est donc question du **pouvoir des mots**, et parallèlement, du **pouvoir vs impuissance du travail social** : « *En tant que travailleur social, on a un certain pouvoir, on peut faire bouger des choses* » ; « *à Bruxelles Laïque, on a créé un dispositif pour porter la parole des gens « invisibilisés » (sans emploi). Mais, au final, on reste davantage dans le prendre soin. Alors, que fait-on au-delà de l'écoute active ? Je ne sais pas je ne sais plus, ma propre énergie s'en va* » ... Comme si l'émulation collective se cognait sans cesse aux impasses de la structuration du travail social, telle qu'elle existe aujourd'hui. Même dans un dispositif de construction collective comme l'ETS, passer de l'expérience individuelle à un pouvoir d'agir collectif et politique semble un pari hasardeux, une gageure. **Comment favoriser ce passage des expériences individuelles à une action, à un message collectif ? Comment développer ce « pouvoir d'agir » individuel et collectif ?** Une participante témoigne de cette nécessité d'allier les deux : « *A la fin de mes études, j'ai été amenée à me défendre en justice face au CPAS de ma commune : il m'avait sanctionnée. Résultat : plus de Revenu d'Intégration Sociale (RIS), le mois de ma remise de mon Travail de Fin d'Etudes. J'ai fait appel, une première fois avec un avocat, et j'ai perdu. Seconde tentative, seule, et j'ai gagné ! J'ai gagné le combat, mais tous les autres* », s'inquiète-t-elle, « *tous ceux qui n'arriveront pas à se défendre et recevront ce couteau dans le dos...* ». Ce combat personnel l'a conduite à parler de son histoire devant divers publics, soutenue par diverses organisations : le Réseau Belge de Lutte contre la Pauvreté, la Plateforme Justice pour Tous, Netwerk tegen Armoede, etc. Elle a développé des liens avec un collectif extérieur au CPAS. A travers ces démarches, l'objectif est de faire pression collectivement pour, au

final, obtenir un meilleur accompagnement des bénéficiaires dans leur suivi. Comme le souligne cette expérience, **le processus de transformation sociale commence par soi-même. Et débute petit. Tout petit** : « *pour faire bouger les choses, commençons à un endroit précis, à partir d'une situation concrète, à partir d'un collectif d'acteurs et des énergies déjà en mouvement à l'échelle d'un quartier par exemple* », insiste-t-elle.

Une autre participante rappelle l'intérêt d'avoir dans l'ETS des personnes qui se situent des deux côtés de la relation : **des intervenants sociaux et des usagers**. « *On peut en profiter pour questionner nos postures, y être attentifs et grandir de ce processus de remise en question sur les violences qu'on produit et qu'on répercute dans nos propres rapports avec les personnes accompagnées* », conclut-elle. Ne pas négliger l'importance de passer par les mots, la force du témoignage, de l'échange pour ensuite s'approprier un discours commun et agir collectivement.



Pour aller + loin :
Article Véronique Georis, p.,
« *L'Abécédaire de la transformation sociale* » sur <https://zintv.org>

TENSION N°5

Faire « commun » ? Entre-soi ou avec les autres ?

« *J'ai vraiment ressenti une impression de solidarité, de partage de savoirs, la sensation de me sentir entourée de gens engagés (un peu similaire à la sensation que l'on peut ressentir en allant manifester). Cela fait du bien et a un réel effet « porteur » et galvanisant. On se sent moins seuls, plus fort ensemble, plus complémentaires et plus audacieux* ».

«La joie est le secret de la résistance», Alice Walker

citée par I. Frémeaux, J. Jordan et J-M. Malo dans la préface de Boyd, Mitchell, 2015, p.14. Cité dans l'analyse de B. Bosschaert, Grain 2018.

A propos de l'expérience ETS, on entend des termes comme « complexe » et « défi » qui reflètent le lent cheminement à tâtons, mais aussi des mots comme « plaisir », « révolution », « choix », « mouvement », « complémentaire », « encourageant », « collectif », « ensemble », « expérience », ... Révélateurs d'une émulation positive, palpable mais pas facile à décrire, autour d'une construction commune, d'une aventure en cours et qui se poursuit malgré les obstacles, qui fait circuler une forme d'énergie positive collective. Pour une participante, l'idée était de **travailler « autour du commun. Ce commun que les politiques ultraliberales démolissent, dont on devrait faire valoir l'importance »**. Mais ce commun, bien qu'il réunisse un « *groupe de personnes qui partage des valeurs et veille à ce qu'elles soient accessibles à tous, c'est*

→ Lire page suivante



« Pourquoi je participe à l'ETS ? »

- « Ensemble, on est plus forts. Ce qui m'intéresse, c'est la **richesse des expériences** de chacun, la rencontre et l'échange sur nos pratiques de travail ».
- « Je suis ici pour **faire du lien**, être militant des droits de l'humanité ».
- « Pour rencontrer des acteurs de la santé et du social, **échanger et construire des actions concrètes** ».
- « Pour réfléchir à ma posture en tant que travailleur.euse de première ligne (notamment pour ne pas reproduire et répercuter des violences) et **tester la marge de mon pouvoir d'agir** et mon sentiment de légitimité à le faire ».
- « Pour faire partie d'un groupe de réflexion externe à ma structure, mais également pour rencontrer du monde et pour **penser le social autrement** ».
- « Par envie de **participer au changement** et de partager mes idées et expériences. Besoin de trouver des pistes et soutien pour le travail que je voulais faire avec les jeunes de mon quartier ».
- « Pour transformer. Transformer ma société. Transformer ma vision. Etre Transformé par les rencontres afin de **construire un futur** ».
- « Pour **trouver des alliés** dans les envies de changer le monde ».
- « Pour rencontrer des personnes ayant la même **envie de militance** ».
- « Pour découvrir d'autres travailleurs, d'autres réalités, échanger des bonnes pratiques, **construire un projet commun** ».
- « Pour être questionnée/secouée/remise en question sur la dépolitisation du travail social et de quelle manière j'y participe peut-être sans m'en rendre compte et sans le vouloir. Et que cette remise en question prenne forme grâce et au **travers du collectif**, grâce aux outils d'intelligence collective. (...) Développer un réseau ».
- « Pour pouvoir mettre en place **une action sociale concrète** sur une problématique chronique, ensemble avec d'autres acteurs ou organisations engagés ».
- « Pour défendre la cause des fragilisés. **Faire prendre conscience** aux politiques des réalités de terrain ».
- « Pour entendre les bonnes pratiques et créer des contacts dans le but de les reproduire et les adapter à mes **combats de lutte** contre la pauvreté ».
- « Pour **influencer mon travail** ».
- « Pour **ouvrir mon regard** et apprendre des personnes qui travaillent sur le terrain ».
- « Je voulais travailler dans un autre collectif, avec des personnes qui sont directement dans le travail social ».
- « Pour **prendre conscience** des mots qu'on utilise : du politique, c'est quoi ? »
- « Pour **reprendre du temps** et construire des projets qui conviennent aux personnes accompagnées plutôt qu'à des demandes politiques ».
- « Pour me sentir soutenue par des tas d'autres travailleurs, vivant et éprouvant des conditions de travail similaires (situation qui s'aggrave, contexte social bruxellois, crise du logement, mesures d'austérité insupportable par-dessus ce contexte) ; **Comprendre comment sortir de l'entre soi** et tester des méthodes pour y parvenir ; Crier nos révoltes et nos colères ».

aussi un ensemble qui s'adapte, qui bouge, se modifie».

Ce qui n'est pas forcément évident. Au fil des journées ETS, certains participants quittent le bateau, d'autres montent à bord. Même si un noyau dur se retrouve de session en session, ces allers-et-retour ne sont pas évidents pour tout le monde : « *ce qui m'a fort déstabilisée, c'est la mouvance du groupe, certains qui partent, d'autres qui arrivent* ». Heureusement, beaucoup d'entre eux se reconnaissent, se sourient, prennent des nouvelles d'une session à l'autre autour d'un café, d'un sandwich. Heureusement, l'accueil, la bienveillance, les liens tissés peu à peu avec les uns entre les autres permettent de se remettre au travail, de retrouver ses marques dans une certaine aspiration commune.

Ouvrir grand portes et fenêtres ?

Au fond, « **quelle est la force de l'ETS ? Qu'est-ce qui fait qu'on y revient ? Qu'on y trouve, au-delà des frustrations, du sens et du plaisir ?** »... Plusieurs tentatives de définition ont émergé. Pour certains, l'école de transformation Sociale serait « un rassemblement d'acteurs sociaux dans le but de faire émerger des

Personne n'a la vision globale de l'ensemble du contenu, et c'est tant mieux!

points de lutte » ; pour d'autres, « une communauté de pratiques et de savoirs pour apprendre et faire réseau ». Pour certains, le dispositif a été vécu comme « une petite respiration », « une chouette dynamique », empreinte de « bonne humeur et d'enthousiasme ». Ou encore comme un espace pour « redonner du sens au travail social ». Lieu où les « vrais mots - qu'on n'ose plus toujours dire tout haut - peuvent être énoncés clairement : violence institutionnelle, indécence (à propos de l'aide caritative), classes sociales, dégénérescence de l'état social, mépris du travail de terrain... ».

D'autres ont vécu cette première expérience avec la peur au ventre de ne pas « atterrir » et de rester dans un débat d'idées. Peur aussi de ne pas être assez connecté avec l'extérieur. D'où, la décision d'inviter les chantiers à sortir des murs de l'ETS ou d'inviter des personnes ressources extérieure. Certains iront découvrir un projet d'agriculture urbaine participative et écologique à Watermael-Boitsfort ; d'autres resteront pour écouter le témoignage de Bernadette Schaek de l'ADAS (association de défense des allocataires sociaux). D'autres encore participeront à un lunch-débat autour d'experts du « plaidoyer »³ « Enrichissant », « concret », « impressionnant », « intéressant » sont autant d'adjectifs qui qualifieront ces moments de partages avec d'autres ressources, d'autres projets et personnalités inspirantes. D'où, le retour à cette question : **comment sortir de notre bulle de travail, cloisonné par secteur : santé mentale, action sociale, économie sociale, éducation, ... ?** Comment faire converger les luttes ? (lire l'interview, p.) « *Pourquoi ne pas faire certains exercices dans la rue pour que le commun des mortels s'interroge sur ce que nous faisons ?* », propose une participante. On les informerait : « *ici des travailleurs sociaux se rassemblent parce qu'ils n'en peuvent plus et veulent du changement!* ». Pour une autre, il est essentiel de

se rapprocher du monde culturel : « *les artistes posent un regard différent, ils ont une militance du côté du sensible, de la joie, du vivant... Et on a envie de ça, on en a tellement besoin dans le travail social pour inventer une autre façon de faire* ».

Sans la crise sanitaire, qu'aurait-on créé ensemble ? Peut-être beaucoup plus, peut-être trois fois rien. Une seule certitude : « **ce dispositif ETS répond à un besoin pour garder le plaisir dans nos métiers** », affirmeront plusieurs participants. « **Il y avait comme une nourriture, un apport collectif qui m'a fait grandir** », résumera un autre. Même retour du côté des organisateurs : « *beaucoup de découvertes et d'apprentissages à partir de cette question partagée : 'comment travailler ensemble ?' ...*

La force de cette première édition ETS est bel et bien de permettre à un tel collectif d'émerger et de **rendre visible ce besoin vital et vivifiant de « faire ensemble »**. Sa richesse est d'identifier tant les points de tensions que les points de luttes communes. En d'autres mots, **prendre conscience de cette force du collectif et « réintroduire dans le travail social une dimension festive, subversive et résolument optimiste » dans un processus d'apprentissage mutuel permanent**. A l'image de ces organisateurs des TTIP Game Over en 2016-2017 : « *Même si ce combat est triste, grave, laid, dangereux, cela n'empêche pas qu'on peut le combattre en étant joyeux : c'est cette face-là de la médaille qu'on veut. Cette face est pleine de solidarité, d'action collective et de bonne humeur. Cela nous rend plus forts face à ceux qu'on combat* ».³

Parce que « *réapprendre à rêver et à espérer, à utiliser sa faculté de créativité pour ouvrir le champ des possibles est indispensable pour construire du neuf* ».⁴

Parce que les luttes ne font que commencer.



Pour aller + loin :

« *Alegria Militante joie, créativité, mise en jeu du corps et affirmation du positif dans les mouvements de désobéissance civile* », analyse de B. Bosschaert, Le GRAIN, Décembre 2018.

- 1 La crise sanitaire et le confinement forcé en raison du Covid-19 empêcheront l'organisation des 3 dernières sessions sur les 8 initialement prévues. Une rencontre est prévue en octobre 2020 avec l'ensemble des participants pour (re)faire réseau et clôturer ce qui a été initié. Elle sera suivie de 3 autres moments de réflexion en janvier, février et mars 2021.
- 2 Une première fois, l'ETS se réunira à la Haute Ecole Sociale de l'IESSID pour ensuite établir ses quartiers à Bruxelles Laïque, près de la place Anneessens.
- 3 Avec Véronique Rigot (CNCD 11.11.11), Olivier Jérusalmy (Finance Watch) et Patrick Dupriez (Ex co-président d'Ecolo).
- 4 Extrait d'interview de Edith Wustefeld, « TTIP Game Over : « *désobéir est devenu nécessaire* », citée par B. Bosschaert dans son analyse « *Alegria Militante joie, créativité, mise en jeu du corps et affirmation du positif dans les mouvements de désobéissance civile* », Le GRAIN, Décembre 2018.
- 5 Saskia Simon, « *Nouvelles formes de l'agir politique, retour sur expérience au sein de Tout Autre Chose* », En Question, Centre Avec, 2016, citée par B. Bosschaert, Ibid.

OSER LA PRISE DE RISQUES. RECONSTRUIRE UN HORIZON SOCIAL

« *L'école de transformation sociale... C'est quoi ce brol?* » me demande un proche, visiblement intrigué. Je réponds : « *C'est un mouvement dont le but est d'augmenter le pouvoir d'agir des travailleurs mobilisés autour des questions sociales* ». (je me dis qu'il est bien difficile de résumer de quoi il s'agit exactement en une phrase.) Ce proche me regarde alors d'un air dubitatif. Je lui dis que nous sommes 80 participants. A cet instant, il a l'air surpris. Nous sommes pourtant infiniment nombreux dans le contexte actuel à partager ce même besoin : nourrir notre puissance d'agir. Focus sur les enjeux de l'Ecole de Transformation Sociale.

Organisée à Bruxelles en octobre 2019, l'Ecole de Transformation Sociale a dans un premier temps, agi comme lieu d'observation de la société. Les participants y ont livré leur quotidien et l'univers politique dans lequel leurs pratiques évoluent : **un caléidoscope de problématiques sociales**. Mais aussi un prisme révélateur de tensions. (Lire p. 16) Des récits d'ordinaire peu « exposés » dans les débats publics ont émergé. Avec en toile de fond, les affres du travail social. Comment un professionnel, qui a un rôle aidant, peut-il tenir le coup quand il a le sentiment de renforcer le malaise de celui qu'il aide ?

Un des chantiers de réflexion portait sur le « **contrôle social et les Centres publics d'action sociale** ». Ce groupe - mélange composite de travailleurs et représentants de CPAS ainsi que de chercheurs – a dépeint des situations sans équivoque. Pour les participants, le travail social est instrumentalisé. Personne ne se le cache. Les exemples ont foisonné :

« *Les droits ne sont pas identiques selon qu'un usager est pris en charge par l'un ou l'autre travailleur social en CPAS* », lance un participant.

« *Des usagers de CPAS sont privés du Revenu d'Intégration Sociale (RIS) pour non-respect des contrats d'activation alors qu'ils souffrent d'une problématique de santé mentale ou de handicap* », rétorque une autre, « on est face à des politiques du fédéral qu'il faut dénoncer »

Ces récits concrets ont permis d'affirmer et consolider les points de vue. **Au départ du « nous ne supportons pas », « nous ne voulons plus » les participants sont progressivement passés à « trouvons des marges pour agir ».**

La détresse des usagers n'est plus prioritaire dans l'approche administrative actuelle. « *Ne pas mettre les usagers dans une situation plus défavorable que celle dans laquelle ils étaient avant le contrôle* » est le leitmotiv sur lequel tout le monde s'accorde.

Mais comment parvenir à ne plus accepter ce que fondamentalement tout travailleur social gagnerait à refuser, à savoir la violence institutionnelle des politiques publiques méritocratiques et sur-responsabilisantes. Actuellement, il n'est plus autorisé d'octroyer à tous et sans contrepartie l'aide sociale garantie par la sécurité sociale. La pression sur les individus augmente : activation, projet Individualisé d'Intégration Sociale (PIIS), procédés bureaucratiques visant à contrôler les précaires),... Cette pression pèse bien évidemment sur les assistants sociaux également. En ce qui concerne le contrôle de la stricte application du PIIS, les CPAS qui vont trop « *dans le sens de la main tendue à l'usager peuvent être sanctionnés et recevoir des amendes* », explique un membre de l'ETS. « *Il existe des lignes de conduites qui sont le cœur de la politique de chaque CPAS. Ces lignes de conduite sont énoncées par le président et le conseil. Mais elles peuvent difficilement être harmonisées car elles sont liées à des couleurs politiques et des moyens financiers* ».

Des mots qui libèrent

Dans le creuset de l'ETS, la cohorte de participants s'est réappropriée inconsciemment une première marge de manœuvre. Certains mots de vocabulaire qui semblaient être relégués aux oubliettes alors que dotés d'une épaisseur historique encore d'actualité ont fait leur réapparition au cours des échanges : classes sociales, violence institutionnelle, rapports de domination, sommations, ... Des mots ayant été abandonnés par conformisme mais qui, à l'usage, exercent une influence bien

au-delà de celle que l'on imagine. A eux seuls, ils énoncent qu'il n'est pas question de faire l'impasse sur l'analyse politique qui sous-tend ces situations.

Les mots qui traduisent le vécu et l'agir des travailleurs sont eux aussi devenus limpides : conflits de valeurs insupportables, malaise identitaire, impression d'être instrumentalisé, absence d'éthique, nausée, ... Et puis sont venues des expressions faisant référence à des solutions dont on n'ose plus se saisir : grève générale, contre-pouvoir, s'insurger, s'indigner, ...

Des micro-résistances pour sortir de la servilité

Au-delà de l'usage des mots, les besoins se sont affinés.

Celui d'agir concrètement s'est fait pressant. Parce que le manque premier identifié est celui d'un rapport de force permettant de « faire le poids » et de « peser sur l'action publique ». Au fil du débat, certains voulaient miser sur des médias généralistes et des moyens de communication qui ne pratiqueraient pas la langue de bois. D'autres encore ont défendu la nécessité de créer un syndicat du non marchand.

Partant du constat que la déontologie du travail social a été désinvestie au sein des services sociaux des CPAS, l'idée de la réinvestir par tous les moyens a pris le dessus : **s'approcher davantage des limites du cadre** (s'appuyer davantage sur le secret professionnel par exemple), trouver au sein des services de première ligne des « lanceurs d'alerte » pour dénoncer publiquement des situations tout à fait anormales. Se tourner vers les organismes tels le Comité de Vigilance en Travail Social ou CVTS (<http://www.comitedevigilance.be/>) et la Ligue des droits humains pour défendre à la fois les droits des travailleurs sociaux et ceux des usagers. A titre d'exemple, le droit de recours est une « arme » dont le groupe a proposé de se saisir.

Le besoin de créer des cercles de diffusion révèle la nécessité impérieuse de sortir de « l'entre-soi » propre au secteur associatif.

Ce dont les organisateurs de l'ETS ont voulu s'assurer, c'est d'éviter tout risque de dilution du mouvement naissant. C'est pourquoi, au fil des rencontres, le chantier « contrôle social et CPAS » a voulu penser concrètement l'action. Sa volonté : réveiller la réflexion des travailleurs des CPAS bruxellois. En 2021, le groupe rassemblé autour du chantier « contrôle social et CPAS » projette d'organiser une journée dans un premier Centre public d'Action sociale avec l'objectif de rappeler les fondamentaux du travail social, le pouvoir dont chacun dispose et les manières de s'en saisir. Autrement dit, **créer des « cercles de diffusion », faire école pour que d'autres fassent école.**

Changer de trajectoires

Le besoin de créer des cercles de diffusion révèle la nécessité impérieuse de sortir de « l'entre-soi » propre au secteur associatif. L'essentiel des colloques et rencontres dans les secteurs du social santé bruxellois sont fréquentés par des convaincus. Ces groupes sont socialement homogènes et leurs participants ont des profils assez semblables. Ce besoin devrait inciter ces secteurs à **« sortir de leurs cabanes » et oser parler de justice sociale en dehors de ces cercles électifs.** Nourrir les conversations et libérer la parole au risque de provoquer des étincelles, réveiller les consciences et les forces vives, montrer que chacun a quelque chose à dire, organiser plus largement des mobilisations. **C'est aussi de cette option dont l'ETS veut se saisir.** Les changements sociétaux qui doivent advenir sont tellement importants et urgents qu'il n'y a plus à se contenter d'attendre des promesses d'élections à venir. Tourmons-nous aujourd'hui vers différents réseaux d'auto-organisation pour qu'un changement global puisse avoir lieu et ne repose pas uniquement sur les épaules des travailleurs sociaux !

L'Ecole de Transformation Sociale avait pour slogan pour cette première édition : « Transformer le social pour qu'il transforme la société ». **L'invitation est lancée, mais à elle seule, ne suffit pas. Elle est un point de départ à poursuivre.** En élargissant nos cercles d'échanges, en décolonisant nos imaginaires et en passant au-delà des résistances au changement, l'intention commune deviendra alors, plus naturellement, « *Transformer la société pour qu'elle intègre le social* ».

#EXPERIMENTER





TRANSFORMER LE SOCIAL

Plusieurs exemples de résistances collectives auraient pu être mis en exergue. Dans une volonté de s'inscrire dans une continuité de l'Ecole de Transformation Sociale, l'asbl Le Grain (partenaire du projet) se propose de revisiter la question du pouvoir d'agir citoyen face à l'invisibilisation de certains dans les prises de décisions politiques. Et prend pour point d'ancrage une interview d'un participant à l'Ecole de Transformation Sociale:

*«J'existe et en même temps je n'existe pas. Voilà ce que j'entends jour après jour:
– Ici, c'est interdit. Tu es étranger.
– J'ai pas le droit de circuler? Je ne suis pas humain?».*

Cet entretien et les réflexions qui ont suivi interrogent la notion de seuil de la participation et celle de transformation sociale.

F. Mawet (CGÉ), insiste aussi sur cette idée de construire une parole commune avec les citoyens-usagers. (voir édito, p.3). La Coalition des parents de milieux populaires (...) pour changer l'école illustre combien, *«sans eux, le combat n'a pas de sens et, surtout, n'est pas légitime».*

#AGIR

VIVRE ET POUVOIR AGIR DANS UN MONDE INCERTAIN

Au cours de l'actuelle crise sanitaire, la cohabitation avec l'incertain s'est imposée comme question majeure dans l'ensemble des milieux humains fragilisés par la pandémie. L'effacement de pans entiers, - métiers du soin, maisons de repos, sans abris, quartiers populaires,... - de la société sont devenues patentes. A la suite de l'interruption générale provoquée par la COVID 19, Le Grain se propose modestement de revisiter la question du pouvoir d'agir citoyen des invisibilisés. Dans une posture de praticienne chercheuse¹, Véronique Georis interroge en premier lieu la situation des personnes invisibilisées et rendues silencieuses à l'intérieur même de l'expérience de l'École de transformation sociale (ETS).²

L'école de transformation sociale : une expérience à interroger

Au mois d'octobre 2019 démarre l'expérience de l'école de transformation sociale (ETS) à laquelle Le Grain s'associe. Brutalement interrompue par l'apparition d'un virus inconnu, cette nouvelle école de transformation sociale (ETS) est animée par un groupe de facilitateurs, -trices venus d'horizons divers, essentiellement des mondes de l'éducation permanente et de la formation-intervention. Dans le feu de l'action, ils se sont eux-mêmes nommés « transformers ».

Au cours de cette expérience, Le Grain collabore à la création d'une communauté de savoirs et de pratiques à travers sa participation à la fois à un chantier : « Les invisibilisés, silencieux dans la société » et au groupe de facilitateurs des journées ou « transformers ».

La thématique des « invisibilisés, silencieux » devient progressivement un fil rouge pour la communauté de savoirs et de pratiques. Les participants au chantier concerné ont en effet rapidement remis en question le seuil interne à l'institution ETS : comment est-on admis ou non à l'ETS ? Qui sont les absents.e.s..., etc. ?

Une question émerge progressivement : S'il est question de transformer la société, il faut donner la parole aux groupes silencieux.
Comment donc amener une participation plus large à l'ETS ?

Un effet d'annonce ?

Le titre annoncé pour le lancement de l'école est accrocheur : « Inverser les tendances, pouvoir d'agir, transformer le social pour transformer la société. » Le dessin du logo montre une balance en déséquilibre entre deux bouts : d'un côté un gros monsieur en cravate, de l'autre un petit oiseau qui semble le soulever.



Cette annonce fait suite aux conclusions d'un laboratoire de l'intervention sociale organisé par Le Forum-Bruxelles contre les inégalités en 2017 qui prônait, parmi d'autres propositions de changements³, la création d'une école de transformation sociale.

Les organisateurs (groupe nommé Kern) mettent en œuvre un dispositif de formation participatif et partagé, appuyé sur des méthodes d'intelligence collective, d'expérimentation, de co-construction et d'échange de savoirs. Huit journées au cours desquelles seront travaillées des problématiques sociales identifiées par le public.

Le thème en 2019-20 : le pouvoir d'agir⁴

La publicité du projet indique qu'il s'agit de « travailler la dimension politique, émancipatrice, mais aussi subversive du travail social ». Elle s'adresse aux « travailleurs sociaux, chercheurs, militants, citoyens, [...] qui ont trop souvent un sentiment d'impuissance et d'inertie. »



Empowerment d'un chantier

Après une première séance de consultation, différents ateliers se mettent en action : « Formation sociale émancipatrice », « social-climat : même combat! », « Les publics invisibilisés », « Contrôle, violences institutionnelles et travail social », « désobéissance civile », « Pair-aidance », « Plaidoyer social ». (lire plus p. 18)

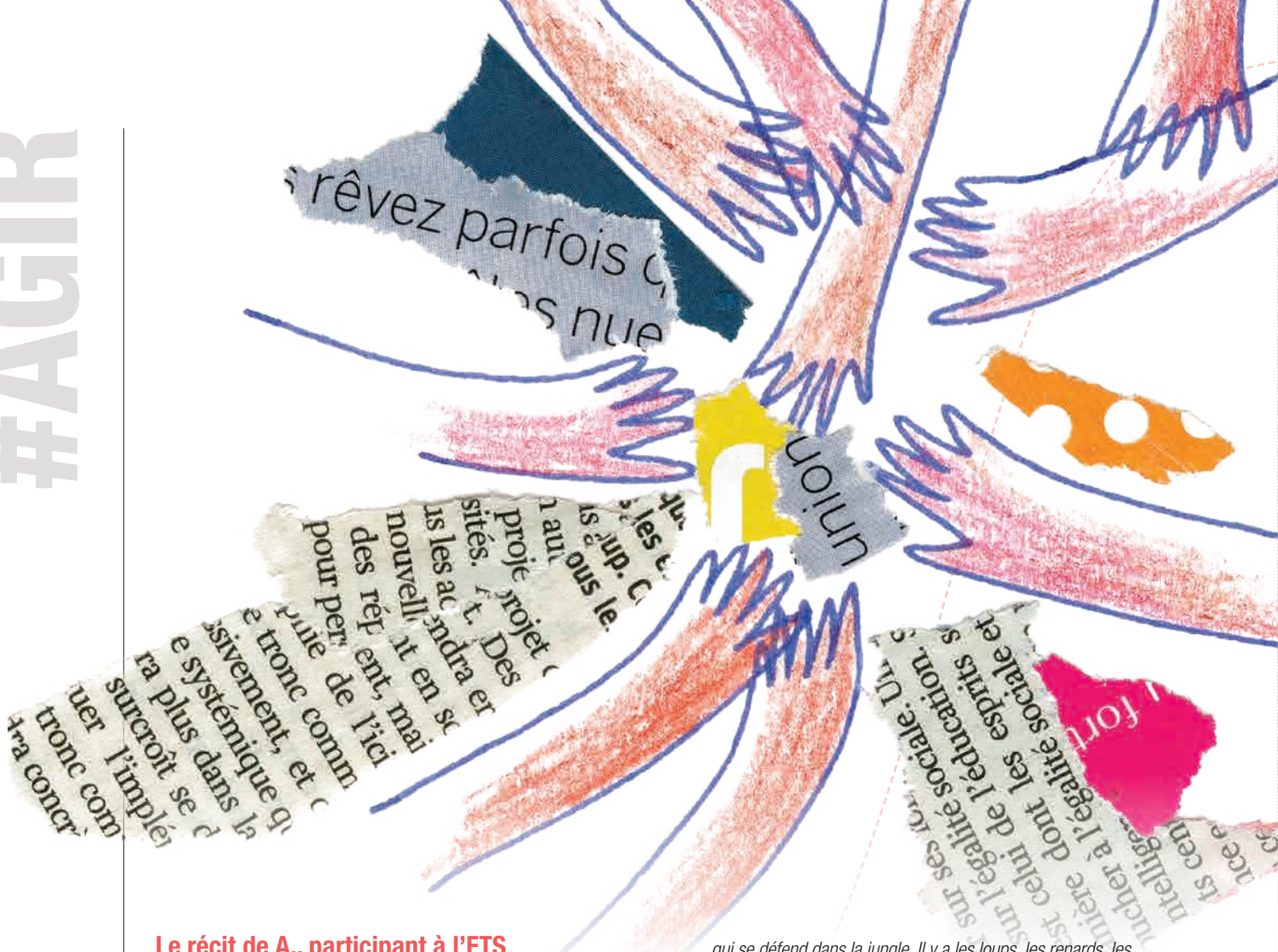
L'ETS s'est interrompue avec le confinement sans pouvoir s'évaluer ni mener à bien les chantiers entamés suite aux choix des participant.e.s. Mon objectif dans cet article est de rendre compte d'une série de questions posées par le chantier des invisibilisé.e.s, restées en suspens, ainsi que des **tentatives de déploiement d'un pouvoir d'agir** à partir de ce groupe.

Je prends pour **point d'ancrage une interview d'un participant au chantier** des invisibilisé.e.s, membre du syndicat des Immenses⁵, inscrit grâce au rapport de force instauré par le coordinateur de cette institution. A travers une approche réflexive, j'en souligne la puissance et la fragilité : potentiel d'action qui peut être silencieusement par des codes et des interprétations dominants. En second lieu, je donne des points de repères pour nourrir et consolider une communauté de pratiques et de savoirs, vecteur de développement du pouvoir d'agir des invisibilisés de ce monde en crise.

→ Lire page suivante

1 Lire : « Analyse de la figure du « Praticien-Chercheur » au travers de l'ouvrage « Passeurs de mondes. Praticiens-Chercheurs dans les lieux d'exils », Aude-Emmanuelle Detongre, Justine Marneffe, Caroline Roset, 2014, sur le site www.legrainasbl.org/
 2 Il s'agit ici d'extraits d'une étude en cours. Un autre terrain investigué à partir de cette question du pouvoir d'agir des « invisibilisés » est celui du vécu de la crise sanitaire dans un quartier bruxellois. L'ensemble de la réflexion est à découvrir dans l'étude du GRAIN 2020 à paraître sur le site www.legrainasbl.org/
 3 Lire les 20 propositions pour combattre le non-recours aux droits sociaux : <http://www.le-forum.org/>

4 Lire à ce sujet l'étude du GRAIN 2019 : « Les capacités des individus en contexte. Une revue de la littérature sur les notions d'empowerment et de compétences », Manon Bertha, 2019.
 5 i.m.m.e.n.s.e. est l'acronyme de « Individu dans une Merde Matérielle Énorme mais Non Sans Exigences ». <http://syndicatdesimmenses.be/>
 Le coordinateur du Syndicat des Immenses, seul à avoir sa candidature retenue pour la participation à l'ETS, a dû poser un acte de désobéissance civile – « s'ils ne peuvent pas venir, je viens pas non plus! » - pour que ses partenaires soient inclus.
 6 A. participe à la Master School de l'Ecole Notre Dame des Champs à Uccle.



Le récit de A., participant à l'ETS

Autour de la question de la place de chacun.e à l'école de transformation sociale et des mécanismes qui provoquent l'invisibilisation-silenciation, A., participant en cette dernière réunion du chantier des invisibilisé.e.s d'avant COVID (le 14.02.2020), m'a fait part de son expérience; comment il avait pu s'inscrire et comment sa participation à l'ETS résonne avec sa vie « sans papier ». Son récit de vie bouleverse les codes admis :

«J'ai eu connaissance de l'école de transformation sociale grâce à une présentation orale, plusieurs membres du syndicat se sont inscrits via le formulaire en ligne, ils ont répondu aux questions. Lors de la sélection, seul le coordinateur du Syndicat des Immenses a été retenu. Il a exigé que des membres puissent également participer. Les ordinateurs nous rendent invisibles. Il a fallu que notre coordinateur insiste.

J'ai été absent à deux journées de l'ETS, mais c'est parce que j'étais malade. Avant d'être en Belgique j'étais en Espagne, je travaillais dans la soudure. J'ai eu un accident, j'ai perdu la moitié de mon pied, j'étais à moitié déclaré et je n'ai eu qu'une demi-pension. Je vis dans un endroit humide et donc quelquefois je suis bloqué, je croyais que mes chaussures étaient solides mais à l'intérieur mes pieds sont mouillés. Parfois je n'arrive plus à marcher, je suis bloqué à cause de l'amputation. Je suis motivé à transformer la société en général. Normalement, l'air et l'eau devraient être gratuits, on est né comme ça. Maintenant, depuis que je suis en Belgique, je ne sais où dormir, manger, mon temps est consacré à tourner en rond. J'ai été transformé par le temps qui passe. On devient comme un lion

qui se défend dans la jungle. Il y a les loups, les renards, les voitures, les camions, ...

Il ne faut pas toucher les autres, pourtant il y a les oiseaux qui nettoient les dents des crocodiles ou la peau des éléphants. On a peur des autres, peur de dire une vérité qui ne sera pas acceptée, mais personne ne peut se cacher derrière son ombre.

Pour nous, c'est foutu mais je participe à l'éducation d'enfants.⁶ Les sensibiliser permet de moins gaspiller le temps, de dire vraiment ce qui se passe. Par exemple, apprendre à pouvoir dire la vérité. Quand la facture d'électricité arrive, expliquer correctement ce qui se passe sans colère, sans honte. On n'est pas des mendiants, on a le droit d'être comme on est.

Je n'ai pas de papiers, donc pas de permis de conduire. Comment dois-je faire pour me déplacer? Pourquoi ne puis-je pas avoir un âne? (dans mon pays d'origine, c'était mon mode de déplacement)

Je ne veux pas entrer dans le programme de la carte bancaire : dettes, factures, ... On te coupe le logement, l'eau, le gaz sans que tu puisses parler.

*Il y a du désordre, des « faux usages bureaucratiques ». Il faut respecter l'usage des objets afin qu'il n'y ait pas de perte, pas de gaspillage. Des gens utilisent la force pour dominer les autres personnes. Ce sont les pirates des mers. **Ils nous donnent des « faux usages », par exemple les droits existent sur papiers mais pas dans la réalité. Les droits sont invisibles comme moi. Le corps a besoin de papiers pour exister.***

Approche réflexive

A. me parle comme il lancerait encore une fois une bouée à la mer. Il me regarde droit dans les yeux. Sans honte. Il interroge sincèrement et âprement l'incohérence du monde dans lequel il est plongé sans pouvoir réellement y appartenir officiellement. Il est fier de contribuer à l'éducation des enfants, d'aller dans les écoles partager son expérience humaine.

Il apporte des réponses aux questions posées pendant le chantier. Son absence est due à sa santé déficiente, due à ses conditions de vie et à ses difficultés de mobilité suite à un accident.

Il questionne le sens du travail social lui-même : s'agit-il de défendre des droits ou d'aider à supporter une réalité sociale intangible ? Il situe la problématique de l'accueil dans son contexte international et dans le contexte de son pays d'origine où il n'y a pas de sécurité sociale.

Il décrit de manière imagée la violence de la rue à laquelle il est quotidiennement confronté et celle du monde du travail, sans protection sociale. Il se révolte contre les mésusages de la bureaucratie, contre l'exigence abusive de papiers qui efface l'être humain.

Nous avons eu le temps de réaliser pendant le confinement à quel point ces rencontres en face à face sont essentielles, à quel point les ordinateurs et les masques effacent la réalité émotionnelle, les expressions du corps, les 80 pour cent de la communication non verbale.

Il ne faut pas toucher les autres, pourtant il y a les oiseaux qui nettoient les dents des crocodiles ou la peau des éléphants.

Au-delà des chiffres et des mots sur le papier, les sons prononcés et écoutés au cours d'un face à face possèdent une force inégalée. Je n'ai pas eu le temps de partager cet entretien avec le groupe, je n'ai pas revu A., depuis le mois de février. Ce récit personnel devait faciliter sa présentation lors d'un parcours d'artistes organisé avec Douche Flux.⁷

Ce texte révèle la puissance et la fragilité d'un tel témoignage. **L'histoire personnelle racontée recèle un potentiel d'action pour la personne concernée et pour tous ceux qui le liront ou l'entendront. Potentiel d'action silencié par les codes et les interprétations dominants.** En tant que collectif, le syndicat des Immenses auquel appartient A. semble soutenir véritablement ce travail de passage d'un monde à l'autre.

⁷ DoucheFLUX ASBL veut contrer la relégation des personnes en situation de grande précarité, avec ou sans logement, avec ou sans papiers, d'ici ou d'ailleurs. <https://doucheflux.be/>

Pourtant, je suis en ordre. Je m'appelle Abdelkader, je ne suis pas faux, touchez-moi. Je me reconnais. Je n'ai pas besoin d'ordinateur pour parler à ma place.

J'existe et en même temps je n'existe pas. Voilà ce que j'entends jour après jour :

– Ici, c'est interdit. Tu es **étranger**.

– J'ai pas le droit de circuler ? Je ne suis pas humain ?

L'humain est invisible. On reste Belge ou Algérien. Comment trouver une solution à un problème international monstrueux, au déploiement d'une pieuvre internationale ? Le service social de Bruxelles travaille pour l'étranger parce qu'il n'y a pas de système social en Algérie, pas de ramassage des déchets.

*Ici, je mange les déchets. Faut-il un assistant social ou un avocat ? Il me semble que l'avocat connaît mieux les droits. Pourquoi je suis triste ? Même pendant la fête, il y a de la tristesse. Il y a un malaise. Toujours le mal tourne dans la tête. Pourquoi je ne suis pas content ? Pourquoi je suis fâché ? **La peur ne va pas avec le sentiment d'être content**».*

*l'en,
on obtie
naire, loin
sme...
ige
de joie des en
ard aux attra*

Points de repères en vue de nourrir une communauté de savoirs et de pratiques pour une école de transformation sociale

La création d'une communauté de savoirs et de pratiques facilite la prise de conscience nécessaire au développement du pouvoir d'agir des acteurs. Elle est un élément clé du processus d'empowerment.

Cet entretien réalisé lors du chantier des invisibilisés de l'ETS et les réflexions qui ont suivi viennent interroger **la notion de seuil de la participation et celle de transformation sociale**. Au-delà de nommer certains mécanismes, dans une perspective de développement du pouvoir d'agir, il s'agit de décrire et situer l'emprise visible et surtout invisible des dominants au moment même d'un choc prévisible qui intensifie la précarité inhérente au monde dit « néo-libéral » triomphant⁸.

Pierre Bourdieu dans sa préface à la Double absence d'Abdelmalek Sayad⁹, souligne le rôle des passeurs de mondes, ceux qui connaissent les « langages » et les cultures différentes, qui ont des expériences hybrides et sont capables de les faire connaître.

PRÉFACE DE PIERRE BOURDIEU, À LA DOUBLE ABSENCE D'A. SAYAD, LE SEUIL, 1999.

Ayant connu lui-même l'émigration et l'immigration dont il participait encore par mille liens familiaux et amicaux, Abdelmalek Sayad était animé d'un désir passionné de savoir et de comprendre, qui était sans doute avant tout volonté de se connaître et de se comprendre lui-même, de comprendre ce qu'il en était de lui-même et de sa position impossible d'étranger parfaitement intégré et pourtant parfaitement inassimilable. Étranger, c'est-à-dire membre de cette catégorie privilégiée à laquelle les vrais immigrés n'auront jamais accès, et qui peut, dans le meilleur des cas, cumuler les avantages liés à deux nationalités, deux langues, deux patries, deux cultures, il n'avait cessé, au cours des années, de se rapprocher des vrais immigrés, poussé par les raisons du cœur et de la raison, trouvant dans les raisons que la science lui faisait découvrir le principe d'une solidarité de cœur de plus en plus totale à mesure que passaient les années.

La complexité de l'expérience de l'émigré, immigré, étranger, présent cependant dans une société d'« accueil » éclaire celles des autres personnes invisibilisées, silencieuses dans la même société. Comment reprendre le contrôle, se dégager du pouvoir invisible des mots et des institutions inégalitaires ? Il est intéressant de donner un éclairage plus politique à cette question.

Transformation et action sociale

Nous savons que la société est en panne de transformation¹⁰ Les institutions sociales ordinaires sont détournées de leurs objectifs « officiels » : l'école augmente l'inégalité des chances, la prison produit des super-criminels, le travail est à réinventer, l'aide sociale aux plus démunis est conditionnelle, ...

L'objectif commun minimal de l'ETS pourrait être de nous allier dans la lutte pour la dignité humaine, pour défendre l'universalisme des Droits de l'homme, dans toutes les traductions locales possibles et, au-delà, pour manifester la transversalité des questions qui nous occupent.

Considérant que les Droits sont au-dessus des lois managériales scélérates qui viennent s'imposer autant à ceux qui subissent les règles qu'à ceux qui sont chargés de les appliquer, il faut imaginer de nouvelles manières de porter la transformation sociale à partir de tous les acteurs impliqués dans le cambouis du social, y compris et avant tout avec les personnes concernées en première ligne par cet état de fait¹¹.

L'interruption brutale de l'ETS me permet de mettre en évidence la manière dont **paradoxalement certains groupes d'invisibilisés peuvent exercer leur pouvoir d'agir**, au moment même où la précarité du monde s'impose à tous. Afin de mieux situer cette potentialité, j'ai adapté un modèle théorique de description de l'action sociale.

Quels sont les rapports au pouvoir engagés dans nos modes d'action ?

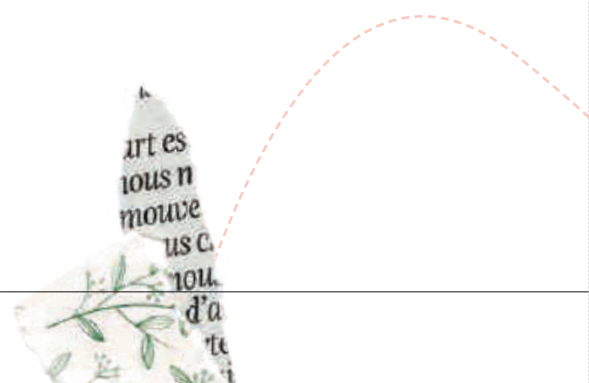
De quelle action sociale parlons-nous quand nous proposons une transformation de la société ? Cette question est revenue à plusieurs moments de l'école. **Acceptons-nous de subir ? Quelles actions mener à quel moment ?**

Pour mieux nous approprier cette réflexion, un outil me revient

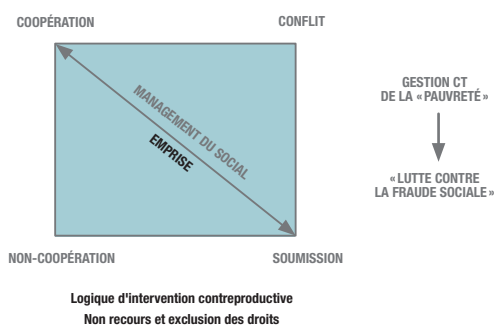
Comment reprendre le contrôle, se dégager du pouvoir invisible des mots et des institutions inégalitaires ? Il est intéressant de donner un éclairage plus politique à cette question.

en mémoire, le carré logique de l'action sociale¹⁰, formé entre différents modes de participation, entre « **coopération-conflit-non coopération-soumission** ». Je l'ai utilisé dans maints contextes d'intervention ou de formation en travail social. Il peut permettre de mieux représenter ce qui se joue lors d'une lutte au niveau des rapports de pouvoir qu'ils concernent un individu ou un collectif et d'identifier de cette manière des enjeux communs avec d'autres combats.

Adaptée librement aux chantiers de l'ETS, cette représentation facilite l'élaboration d'une image commune de la dynamique en cours au sein même de l'École. **Les constats majeurs du côté des acteurs sociaux, professionnels ou non, démontrent une perte de contrôle de la citoyenneté démocratique.**



ENTRE LA COOPÉRATION ET LA SOUMISSION : L'EMPRISE¹²



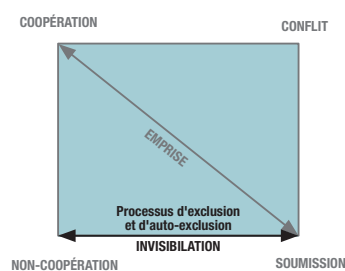
L'emprise du management¹³ dans le monde social- temps déterminés pour les entretiens individuels, accès aux droits via des formulaires informatisés, droits conditionnés à la monstration de « papiers » - est la manifestation du rapport de domination ; l'exigence d'engagement se porte sur les personnes en demande. Il se transforme en stigmatisation du demandeur. Les objectifs politiques sont la pacification de l'espace public pour satisfaire les attentes majoritaires.

Cette situation est la conséquence de modes de gestion qui se sont insinués dans tous les domaines publics ou privés, suite au triomphe du néo-libéralisme. Les travailleurs sociaux eux-mêmes constatent que le management à court terme de la pauvreté, nommé comme lutte contre la « fraude sociale », induit des logiques d'intervention contreproductives qui mènent elles-mêmes au **non recours et à l'exclusion des droits¹⁴ pour les personnes concernées**. Exclusion qui peut aller jusqu'à l'auto-exclusion¹⁵. A. dans son récit nous parle des abus de la bureaucratie, d'une logique qui malgré

Les travailleurs sociaux tentent en secret de faire exister les liens sociaux. Ils contournent les règles humainement inacceptables, comme ils le peuvent.

les objectifs annoncés conduit à exclure de ses droits le demandeur. Aujourd'hui, le gestionnaire lui-même est devenu invisible et la précarité des liens humains qui conduit à certains à la pauvreté et à la misère, menace l'ensemble des sociétés. Exclusion qui peut aller jusqu'à l'auto-exclusion¹⁴. A. dans son récit nous parle des abus de la bureaucratie, d'une logique qui malgré les objectifs annoncés conduit à exclure de ses droits le demandeur. Aujourd'hui, le gestionnaire lui-même est devenu invisible et la précarité des liens humains qui conduit à certains à la pauvreté et à la misère, menace l'ensemble des sociétés.

ENTRE NON COOPÉRATION ET SOUMISSION : L'INVISIBILISATION



Dans ce monde pacifié, les minorités se taisent. Les mesures sécuritaires s'imposent comme non négociables. La main invisible du marché domine. Chacun est endetté dès sa naissance, s'il veut avoir un toit, de la nourriture ou même un travail décent. Les « sans papiers » travaillent sans droits, dans l'illégalité. Les super managers se préparent des parachutes dorés. Les circuits de redistribution des bénéfiques sont en souffrance.

Les travailleurs sociaux tentent en secret de faire exister les liens sociaux. Ils contournent les règles humainement inacceptables, comme ils le peuvent. Ils s'interrogent concernant un phénomène consécutif d'« invisibilisation et silencement » qui affecte autant les publics que le travail social réel¹⁶.

En réaction, les interventions de certains acteurs sociaux apparaissent donc dans un **réseau de résistance face à un pré-supposé devenu majoritaire : ce sont les individus qu'il faut soigner, pas la société.**

→ Lire page suivante

8 Je fais référence ici à l'ouvrage de Naomi Klein, *La stratégie du choc : la montée d'un capitalisme du désastre*, Actes sud, 2013. Dans son ouvrage altermondialiste, l'auteur interprète les effets du « néo-libéralisme », comme ceux d'un corporatisme du capitalisme, car il ne s'agit pas d'aller vers toujours moins d'état mais d'utiliser l'état au profit du capitalisme. Elle dénonce notamment les effets d'une stratégie de la peur qui favorise la prégnance des « alternatives infernales » décrites par Isabelle Stengers et Vincent Pignarre.

9 Par son œuvre, cet auteur a fait éclater pour la première fois dans les années septante l'image rassurante du travailleur immigré qu'on pourra facilement renvoyer dans son pays une fois sa tâche achevée.

10 Référence Alain Touraine, *La fin des sociétés*, Points, 2015.

11 Dominique Depenne, *Pédagogie et travail social, pour un accompagnement émancipateur des individus et des groupes*, ESF, 2015.

12 L'emprise est l'effet principal de la domination. Lire à ce sujet : Eraly, A. *Le pouvoir sans l'incarnation. L'empire de la domination impersonnelle*. *Nouvelle revue de psychosociologie*, 29^e, 223-234, p 229.

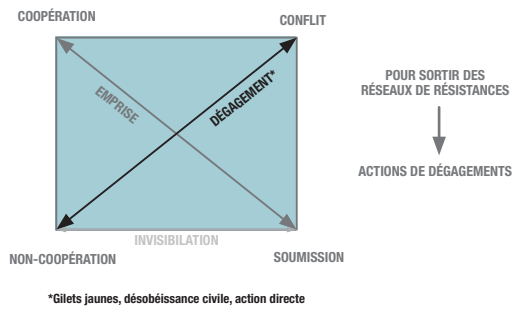
13 Pour une explication des concepts exposés et adaptés, se référer à l'article de Luc Van Campenhout, *La délinquance comme processus d'adaptation à une décomposition des rapports sociaux : repères sociologiques*, dans l'ouvrage collectif *Animation en milieu populaire ? Vers une approche pluridisciplinaire de la marginalité*, Bruxelles, Fédération des maisons de jeunes en milieu populaire, 1981, pp.26-40.

14 Lire les 20 propositions pour combattre le non-recours aux droits sociaux : <http://www.le-forum.org/>

15 Jean Furtos, *Les cliniques de la précarité*, Masson, 2008.

16 Christophe Dejours, *Souffrance en France*, Seuil, 1998.

ENTRE LA NON COOPÉRATION ET LE CONFLIT : LE DÉGAGEMENT (CONTRE-EMPRISE)



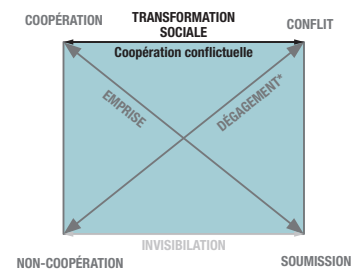
Pour sortir des stratégies de résistance et d'auto-exclusion qui mènent quelque fois au burn-out ou au bore-out, **les travailleurs sociaux autant que les publics concernés doivent reprendre du pouvoir d'agir**¹⁷. A cet endroit démarrent les stratégies de dégagement face à l'emprise du manager : nous avons pu suivre le mouvement des gilets jaunes en France, à plus petite échelle certains chantiers de l'ETS sont en train de rechercher et d'élaborer des modèles d'action adaptés ; comme le dégagement favorisé par le fait **de se donner le droit de nommer les choses, de dénoncer une situation, d'exprimer son mécontentement par tous les moyens possibles**. Le dégagement peut aussi s'acter lors d'un récit exposé dans un collectif, par un plaidoyer adressé aux politiques, par l'organisation d'un colloque.

L'exercice d'une contre emprise fait l'objet d'un conflit qui doit trouver son moyen d'expression y compris dans l'usage des logiques que Pignarre et Stengers¹⁸ proposent d'appeler « alternatives infernales », ces « faux choix » qui se présentent comme des évidences, nous empêchent d'envisager d'autres possibles, et :

« (...) créent des situations où il semble que l'on n'ait plus affaire qu'à des mécanismes sans responsables identifiables. Il n'y a donc plus d'ennemi concret sinon soi-même (ses incompétences, ses difficultés, ses limites, etc.). (...) Le public se trouve en effet enfermé dans une logique infernale : si vous vous battez pour l'accès de tous aux médicaments indispensables en demandant, par exemple, à ce que l'on fasse passer les intérêts des populations avant les lois internationales sur les brevets, les industriels ont pris l'habitude de répondre que vous sapez toutes les bases qui rendent les progrès futurs possibles. (...) Il faudrait apprendre à se résoudre à un chantage qui, pour garantir l'arrivée de nouvelles thérapeutiques dans les pays riches, priverait la plus grande partie des populations des pays pauvres de médicaments déjà existants. (...) Le plus grave n'est (...) peut-être pas tant que des populations de régions entières ne disposent pas des médicaments qu'elles demandent, mais c'est l'« habitude de pensée » qui est créée dans les pays riches : « il n'y a pas moyen de faire autrement... », « c'est le prix à payer pour le progrès... ».

Le succès des mouvements contestataires repose donc, en grande partie, sur leur capacité à sortir de ces alternatives infernales, à débusquer les fausses évidences, et à penser avec les moins privilégiés¹⁹.

ENTRE COOPÉRATION ET CONFLIT : L'ACTION SOCIALE



Nous le savons, le déploiement de l'action sociale comme action de transformation exige des conditions en termes de représentativité, de législation et de participation, trois composantes essentielles de la démocratie. La volonté de dégagement doit pouvoir s'exprimer dans des termes démocratiques, légaux, à l'intérieur de formes et de lieux reconnus. Le pouvoir d'agir s'ancre dans un mouvement de perpétuelle remise en question à l'intérieur d'institutions justes²⁰ qui organisent continûment les confrontations.

Nous le savons, le déploiement de l'action sociale comme action de transformation exige des conditions en termes de représentativité, de législation et de participation, trois composantes essentielles de la démocratie.

Il ne s'agit pas de faire du dédagisme un modèle en soi mais d'entrer dans un rapport de coopération conflictuelle avec les dominants, dans les règles et à propos des règles, de participer à une co-construction évolutive. **La posture du « forage » à l'intérieur de tensions jamais résolues, au sens où l'entend Ricoeur, semble fondamentale pour le déploiement de l'action sur la toile de fond de la précarité.**

Que faire ici, dès maintenant pour relancer une transformation sociale ensemble et pour tous ?

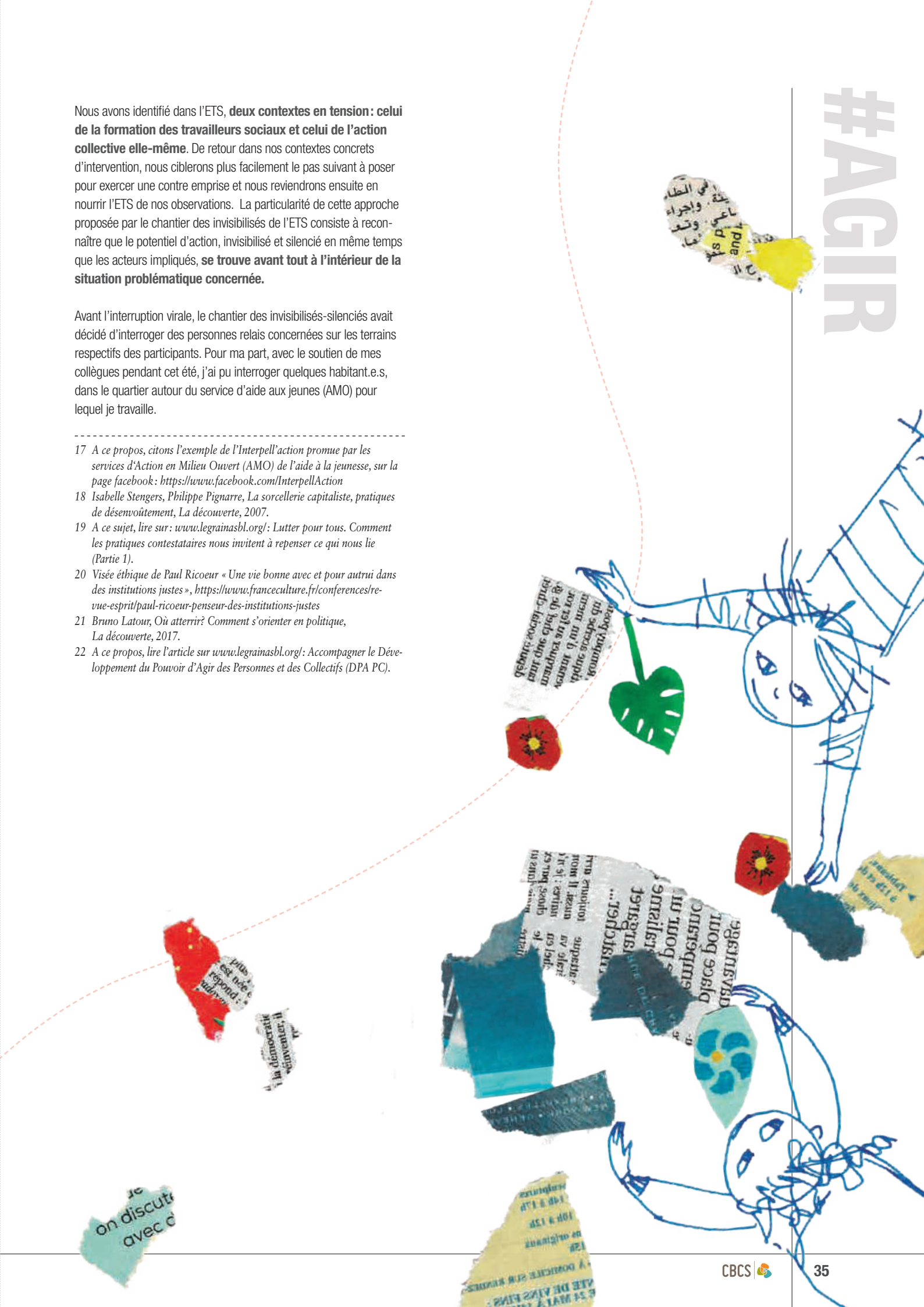
Au sein de la communauté de savoirs et de pratiques, le croisement des savoirs différents est essentiel à cette démarche de tissage depuis le terrain jusqu'à la décision politique.

L'anthropologue Bruno Latour²¹ examinant comment ce monde internationalisé pourrait être rendu à nouveau habitable, nous propose avant tout d'atterrir, de nous « géo-localiser » afin de retrouver le contrôle de nos actions dans ce monde. Le psycho-sociologue Yann Le Bossé, à travers ses recherches, met à jour la nécessité de travailler avec « les acteurs en contexte »²².

Nous avons identifié dans l'ETS, **deux contextes en tension : celui de la formation des travailleurs sociaux et celui de l'action collective elle-même**. De retour dans nos contextes concrets d'intervention, nous ciblerons plus facilement le pas suivant à poser pour exercer une contre emprise et nous reviendrons ensuite en nourrir l'ETS de nos observations. La particularité de cette approche proposée par le chantier des invisibilisés de l'ETS consiste à reconnaître que le potentiel d'action, invisibilisé et silencié en même temps que les acteurs impliqués, **se trouve avant tout à l'intérieur de la situation problématique concernée**.

Avant l'interruption virale, le chantier des invisibilisés-silenciés avait décidé d'interroger des personnes relais concernées sur les terrains respectifs des participants. Pour ma part, avec le soutien de mes collègues pendant cet été, j'ai pu interroger quelques habitant.e.s, dans le quartier autour du service d'aide aux jeunes (AMO) pour lequel je travaille.

- 17 A ce propos, citons l'exemple de l'Interpell'Action promue par les services d'Action en Milieu Ouvert (AMO) de l'aide à la jeunesse, sur la page facebook : <https://www.facebook.com/InterpellAction>
- 18 Isabelle Stengers, Philippe Pignarre, *La sorcellerie capitaliste, pratiques de désenvoûtement*, La découverte, 2007.
- 19 A ce sujet, lire sur : www.legrainasbl.org/ : Lutter pour tous. Comment les pratiques contestataires nous invitent à repenser ce qui nous lie (Partie 1).
- 20 Visée éthique de Paul Ricoeur « Une vie bonne avec et pour autrui dans des institutions justes », <https://www.franceculture.fr/conferences/revue-esprit/paul-ricoeur-penseur-des-institutions-justes>
- 21 Bruno Latour, *Où atterrir? Comment s'orienter en politique*, La découverte, 2017.
- 22 A ce propos, lire l'article sur www.legrainasbl.org/ : Accompagner le Développement du Pouvoir d'Agir des Personnes et des Collectifs (DPA PC).



#AGIR

« Mettre son égo institutionnel de côté pour porter un combat commun sous un même étendard n'est pas toujours évident, mais est une nécessité absolue ».

TRAVAIL SOCIAL : COMBATS DIVERS, PAROLE COMMUNE

#AGIR

Fred Mawet, secrétaire générale du CGé, ChanGements pour l'égalité¹ sifflote gaiement avant de se lancer dans le récit des multiples luttes sociales qu'elle a contribué à mener dans le social-santé bruxellois : FIJ (formation Insertion Jeunes), Mission Locale de Forest, Febisp, CIRÉ, ... Avec d'autres, elle crée des dispositifs quand les cases existantes sont trop étroites, elle rassemble les forces à partir des premiers concernés parce que le travail social « n'a de sens que si on construit une analyse et une action aux côtés des gens et avec eux » ! Et continue de cette manière à croire au changement, convaincue de la justesse et de la nécessité de ses combats !
Portrait d'une « convergeuse » de luttes.

Quand on lui demande pourquoi il est si compliqué de faire combat ensemble aujourd'hui, elle s'étonne : « ah oui, vous trouvez ? Moi je ne trouve pas ça si désespéré ! » Et preuve à l'appui, elle raconte la mise en place actuelle d'un « **front social, écologique et démocratique pour réinventer l'avenir** », créé suite à une carte blanche signée lors de la crise Covid-19. Le front tente de rassembler les syndicats, les mouvements citoyens et les ONG dans une action commune autour de 4 principes généraux essentiels², en tirant des enseignements des difficultés et avancées rencontrées lors des tentatives précédentes. « Bien sûr, des tensions existent parfois entre les syndicats, les organisations citoyennes et les ONG ; mettre son égo institutionnel de côté pour porter un combat commun sous un même étendard n'est pas toujours évident mais est une nécessité absolue ».

« Personnellement, j'ai toujours travaillé dans des **structures très collectives** et des combats communs, on en mène depuis toujours ! » Elle cite pour exemple le Ciré, – plateforme de coordination des initiatives pour les droits des réfugiés et des étrangers – où le combat est mené par 25 organisations dont des syndicats, des grands mouvements d'éducation permanente, ... « Ils se sont réunis il y a à peu près 60 ans ! », s'amuse-t-elle à rappeler.

Rassembler ceux qu'on n'entend pas

Aujourd'hui, c'est en tant que secrétaire générale de CGé – ChanGements pour l'égalité – qu'elle continue ce travail d'éducation permanente, notamment avec **les familles de milieux populaires**. « C'est un acteur qui n'avait pas de parole collective, qui ne pesait pas dans les débats sur l'école. Or ces gens sont – contrairement à ce que pensent beaucoup d'enseignants – très préoccupés par la scolarité de leurs enfants et ont une belle capacité de compréhension et de révolte quand ils comprennent ce que produit l'école ». A partir de ce constat, CGé a contribué à initier une **Coalition des parents de milieux populaires et des organisations qui les soutiennent** (EDD, maisons de quartier, ISP, EP, ...) **pour changer l'école. « Sans eux, ce combat n'a pas de sens et, surtout, n'est pas légitime »**. La coalition a choisi de ne pas intégrer les syndicats ni même les enseignants qui sont d'accord avec elle et voudraient la rejoindre. « Ce n'est ni contre eux ni contre l'école », précise-t-elle, « mais pour que les parents puissent définir leurs priorités d'action et construire une parole collective pour prendre pied dans les rapports de force qui se jouent autour du changement de l'école, on doit pouvoir reconnaître qu'on a des intérêts communs et des intérêts divergents ».

«La convergence des luttes est une démarche militante, qui tend à faire converger dans un mouvement social commun des luttes différentes».

(source: wikipedia.org)

—> Lire page suivante

Le piège serait de penser que, puisqu'on connaît les problèmes qu'ils vivent, on peut gagner du temps en menant le combat au nom et à la place des familles concernées. Même si ça part d'une bonne intention, cette façon de faire est instrumentalisante et ne mènera pas plus loin que toutes les tentatives avortées de réduire les inégalités scolaires.

Par exemple, pour définir les revendications de la coalition, tout un travail de collectivisation des situations individuelles a été mis en place : parents et associations ont fait remonter un ensemble d'incidents critiques qui se passent à l'école. Dans un second temps, ils ont analysé ensemble ceux qui étaient intéressants à travailler. Et ils se sont posés ce type de questions : comment l'enseignement fonctionne ? Qu'est-ce qu'il produit ? Que veut-on changer ? Comment interpeller l'école ? ... « **Ces incidents sont de vrais objets de travail** », explique-t-elle, « **à la fois des mini-combats et des symptômes pour donner à voir aux acteurs de l'enseignement, à la société, comment l'école fonctionne et pour, au final, aider à la changer** ». Elle se souvient du 18 mars 2019, ce jour où 500 parents, enfants et membres d'associations de la coalition ont porté leurs revendications au cabinet du ministère de l'Éducation de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB).^{*} Plus récemment, avec la crise Covid-19, le comité de pilotage de la coalition s'est mis à l'écoute de ce que les parents et les enfants de milieux populaires vivent par rapport à l'école. Ces retours du terrain ont été synthétisés et transmis à la Ministre de l'éducation, aux pouvoirs organisateurs des écoles, aux syndicats et aux fédérations officielles de parents d'école.

La construction de luttes communes prend du temps, c'est un **travail permanent de réajustement des positions des différents acteurs** : « *c'est nécessaire de faire pression à certains moments, mais il faut aussi veiller à ce que ce beau navire construit ensemble n'aille pas s'emplafonner dans les rochers* », souligne-t-elle à propos de la coalition. Parce que « *par moments, les parents éprouvent vraiment de la colère vis-à-vis des écoles, des professeurs* », témoigne-t-elle. Mais mener ce combat pour changer l'école avec les parents exige un respect de toutes les parties. Ce qui sous-entend de demander à la fois des « bons comptes » à l'école, et de ne pas exonérer les associations et les parents d'indispensables remises en questions sur leur champ de responsabilité et leur façon d'agir.

Reconnaître et exiger

Même si, très vite cette licenciée en psychopédagogie à l'ULB a su qu'elle ne voulait pas exercer comme psychologue - « *le psy doit aider les personnes qui consultent à trouver et mobiliser leurs propres ressources, je n'ai hélas pas cette patience ni cette humilité et j'ai besoin de pouvoir agir aux côtés des gens* » - de sa formation, elle en retient la systémique qu'elle utilise aujourd'hui, notamment dans cette recherche de **la bonne place à adopter dans la relation d'aide, entre responsabilité individuelle et lutte commune** : « *c'est tout sauf une posture facile, c'est se mettre à une place qui est respectueuse, qui à la fois « reconnaît et exige, pour soi et pour l'autre* ». C'est aider celui qui fait l'objet d'une contrainte – par l'école, le CPAS, Actiris, ... à connaître ses droits et ses responsabilités. **Mais c'est aussi évaluer l'exigence adressée à la personne : « si l'exigence n'a pas de sens, si c'est un abus de pouvoir, alors il faut se**

mobiliser avec elle pour la combattre ! On a cette liberté-là dans l'associatif, personne ne peut nous inféoder ! ». Par contre, si ce sont des bons comptes qui lui sont demandés, si c'est une exigence qui la respecte et la fait grandir, il s'agit de soutenir la personne et de l'interpeller pour qu'elle remplisse sa part du contrat social.

Pour elle, **le travail social est traversé par une double tension irréductible : entre soutenir l'intégration et l'émancipation d'une part ;** entre solidarité et responsabilité d'autre part. Aider l'autre, ce n'est pas « *ne pas mettre de limites !* ». Tout comme en éducation, « *il y a parfois de grosses empoignades !* ».

La construction de luttes communes prend du temps, c'est un travail permanent de réajustement des positions des différents acteurs.

Elle se souvient de certains jeunes engagés par la Mission locale de Forest sous contrat de travail en « pavage » qu'il lui est arrivé de décider de licencier pour faute grave car ils ne respectaient rien de leurs engagements et qu'il fallait marquer un coup d'arrêt. « *C'était très difficile, j'en ai encore la chair de poule en en parlant. On se demande à ce moment-là qui on est pour se permettre de priver quelqu'un d'un revenu indispensable. Mais laisser faire ne respecte ni le jeune, ni l'intervenant et ne permet pas d'avancer. Cela a été tout sauf un long fleuve tranquille* », se rappelle-t-elle, « *l'un d'entre eux est venu nous menacer avec une arme mais il est venu nous remercier après. On prenait aussi tout le temps nécessaire pour en causer dès que le jeune était prêt à en parler et le contrat pouvait alors redémarrer* ».

« *Tout au long de ma carrière, j'ai vécu des moments de rapports de force avec des responsables politiques, des administrations, ... surtout sur les questions de droits des étrangers qui sont si peu et si mal respectés. Je pense et j'ai fait l'expérience qu'on peut les gagner quand ils sont justes, qu'on les mène collectivement et avec détermination !* ».

1 CGé est un mouvement qui entend améliorer la qualité de l'enseignement afin qu'il soit plus émancipateur pour tous les enfants et qu'il cesse de transformer les inégalités sociales en inégalités scolaires.

2 Carte blanche signée par une centaine d'organisations et diffusée par le journal Le Soir, 01/04/2020

Pour aller + loin : liens & articles à consulter sur le site du CBCS .

BASCULEMENT OU EFFONDREMENT ?

« *Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres* ». Si cette citation d'Antonio Gramsci¹ a été exhumée par les médias et les réseaux sociaux à l'occasion de l'élection de Donald Trump à la présidence des USA en 2016, on peut aisément la resservir aujourd'hui.

Le réchauffement climatique qui impose de manière insistante son agenda météorologique ; la crise politique (belge, européenne, mondiale) dont la vigueur croissante affaiblit la démocratie et porte à la remilitarisation des nations ; la gestion d'une pandémie qui augmente grandement les inégalités sociales au sein de la population et banalise les mesures de ségrégation sociale (et raciale) ; les forces de l'ordre qui, de Blankenberge à Charleroi en passant par Saint-Gilles et Bruxelles-Ville, surrègissent de manière de plus en plus musclées : que voici un cocktail explosif dont s'abreuvent les survivalistes et les convaincus des thèses de la collapsologie.²

« *Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres* ». L'un de ces monstres est issu de l'hybridation du libertarianisme politique³ et du libéralisme économique. Cette hydre hideuse s'est échappée de Chicago au début du siècle dernier et son influence néfaste se fait sentir dans nos rues depuis les années 1980⁴, et plus encore depuis 2014 : marchandisation des biens et services à la collectivité, politique d'austérité permanente, démantèlement de nombreux dispositifs de l'Etat social et régression des législations en matière d'accessibilité aux droits sociaux.

Mais, comme l'écrivait l'équipe du CBCS en mai dernier⁴ : « *Cette crise montre aussi que, face à l'urgence, il est possible d'imaginer et de réaliser des transformations jusqu'alors impensables, il est possible de casser les logiques les plus ancrées et remettre en cause les règles les plus solides. Les discours critiques et les propositions alternatives prennent soudain de l'épaisseur et s'ancrent davantage dans la réalité. Ce moment de créativité, nous pouvons le saisir pour lutter contre les inégalités, renforcer la solidarité, élargir la participation à la prise de décision, bref viser une vie meilleure pour le plus grand nombre. Ce que nous vivons tous aujourd'hui – mais avec une exposition inégale au risque – montre que l'organisation des systèmes socio-sanitaires, comme celle des autres pans de la vie en société, est avant tout un choix politique.* »

Jacques Moriau enfonce le clou en p. 6 : « (...) la période que nous vivons est assurément exceptionnelle et étrangement porteuse d'espoir en ce qu'elle permet d'apercevoir un autre horizon que celui de la concurrence généralisée, des inégalités

structurelles et de la défiance. Elle indique d'autres directions, d'autres possibles. Mais le rapide retour à la normale montre aussi que l'idée du commun ne perdure pas si on ne le travaille pas. Ce qu'indique cette crise c'est que, s'il y a moyen de faire commun en théorie, il faut encore trouver les moyens pratiques de le réaliser avant que l'idée ne s'évanouisse. »

« Ne pas écraser, ne pas normaliser, mais chercher des liens pour créer un territoire commun »

« *La seule manière d'y arriver, nous dit Amaury Ghijselings (p.11), c'est de réaliser un vrai changement d'échelle au niveau des politiques publiques ! Avec les populations pauvres et les moyens revenus, et pas uniquement du côté des populations riches. Actuellement, tout est axé sur la propriété privée plutôt qu'à partir des entreprises publiques. La véritable question est « de quoi a-t-on besoin pour assurer les besoins sociaux et environnementaux de la société dans un intérêt commun ? ».*

Pour le dire autrement, **si le vieux monde se meurt, œuvrons dès à présent à faire naître le suivant** avant que l'obscurité nous envahisse irrémédiablement. Émerveillons-nous devant cette incroyable vivacité des collectifs progressistes - mouvements sociaux éphémères souvent, mais soutenus pour la plupart par des structures associatives institutionnalisées – qui esquissent un avenir plus solidaire que notre présent ! Le CRISP a consacré un dossier à cette vivacité, et même si cette recension ne revendique aucune exhaustivité, sa lecture est revigorante.⁵ La mise en place d'une Ecole de Transformation Sociale à Bruxelles a rendu visible « **ce besoin vital et vivifiant de faire ensemble** », souligne S. devléssaver, p 23. Prendre conscience de cette force du collectif n'a rien d'anodin, c'est le point de départ de résistances et de transformations potentielles.

→ Lire page suivante



Toutes ces initiatives réuniront-elles à suffisance notoriété, confiance et adhésion pour déclencher ce basculement tant attendu qui nous conduira vers un Etat social 2.0, un Etat solidaire ?

Réussirons-nous enfin une véritable convergence des luttes pour dépasser ce paradoxe que nous vivons aujourd'hui : pour combattre le COVID-19, nos Etats, suivant en cela une seule expertise médicale, la virologie, ont mis violemment à mal nos vies sociales, nos libertés fondamentales, notre économie et, pour un pourcentage assez inquiétant d'entre nous, notre santé mentale. Sans demander notre avis, sans nous faire participer aux décisions, en nous infantilisant. A côté de cela, une palanquée d'experts, et pas tous climatologues, implorent depuis des années les Etats de lutter efficacement contre le réchauffement de notre planète, une partie importante de la population se dit prête à œuvrer dans ce sens - surtout parmi les jeunes (notre avenir). Et que font les Etats ? Trop peu. Plusieurs initiatives marient aujourd'hui luttes environnementale et sociale, même si la démarche reste encore « un peu maladroite ». (Voir interview de Amaury Ghijselings p. 11)

Réussirons-nous enfin à sortir d'un entre-soi confortable mais stérile ? « *L'essentiel des colloques et rencontres dans les secteurs du social - santé bruxellois sont fréquentés par des convaincus. Ces groupes sont socialement homogènes et leurs participants ont des profils assez semblables.* », pointe Cécile Vanden Bossche, pp. 24-25. C'est là tout l'enjeu du travail social relevé par l'analyse de V. Georis (lire p.34) : comment intégrer les personnes invisibilisées et rendues silencieuses par la violence ordinaire des décisions politiques à des luttes communes ? « *Comment reprendre le contrôle, se dégager du pouvoir invisible des mots et des institutions inégalitaires ?* » ...

Déjà, nous ne nous contentons plus d'additionner les constats mais alignons avec force et conviction des alternatives riches de sens. Déjà, nous militons pour les inscrire à l'agenda politique. En ce sens, le CBCS adhère au mouvement Faire Front (front social, écologique et démocratique pour réinventer l'avenir : www.fairefront.be) qui ambitionne de donner chair à une convergence des luttes. (lire interview de Fred Mawet, p.39)

Le CBCS est également cheville ouvrière du Collectif21 ([www.collectif21](http://www.collectif21.be)) qui lui, réinterroge les liens entre pouvoirs publics et associatifs subventionnés, à l'occasion de l'enterrement de la Loi de 1921 sur les ASBL, AISBL et Fondations et leur rattachement au Code des sociétés. Via son implication dans l'organisation de l'Ecole de Transformation Sociale, le CBCS ambitionne de donner aux travailleurs des secteurs social et santé des clés de compréhension de l'environnement politique, économique et institutionnel et de son impact sur leur travail quotidien.

« Nous avons ici et maintenant une fenêtre d'opportunité. »

C'est un bon début. **Nous avons ici et maintenant une fenêtre d'opportunité.** Mais ce n'est pas gagné : le retour à l'anormal (mais en pire) se négocie déjà entre celles et ceux qui veulent revenir au « business as usual » le plus rapidement possible.

- 1 *Homme politique, journaliste et penseur italien (1891 – 1937)*
- 2 « *La collapsologie et le survivalisme renforcés par la pandémie de Covid-19* », France Inter, 28/08/2020 : <https://www.franceinter.fr/la-collapsologie-et-le-survivalisme-renforces-par-la-pandemie-de-covid-19>
- 3 *Le libertarianisme (...) est une philosophie politique (...) pour laquelle une société juste est une société dont les institutions respectent et protègent la liberté de chaque individu d'exercer son plein droit de propriété sur lui-même ainsi que les droits de propriété qu'il a légitimement acquis sur des objets extérieurs. Issue du libéralisme, elle prône donc, au sein d'un système de propriété et de marché universel, la liberté individuelle en tant que droit naturel* : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Libertarianisme>
- 4 « *Social-santé : faut-il le COVID-19 pour taper sur le clou ?* » : <https://www.cbcs.be/Social-sante-faut-il-le-COVID-19-pour-taper-sur-le-clou>
- 5 *Penser l'après-corona. Les interventions de la société civile durant la période de confinement causée par la pandémie de Covid-19 (mars-mai 2020)*, Courrier hebdomadaire du CRISP n° 2457-2458, par B. Biard, S. Govaert, V. Lefebvre, 127 p.

- A.N.A.I.S.
- ABAKA ASBL
- ACCOMPAGNER
- AIDE AUX FAMILLES DE SCHAERBEEK
- AIDE FAMILIALE - BRUXELLES ASBL
- AIDE SOCIALE AUX FAMILLES ET PERSONNES AGÉES DE KOEKELBERG
- AIMER À L'ULB
- AIMER JEUNES
- ALTEO BRUXELLES
- ALZHEIMER BELGIQUE
- ANTENNE TOURNESOL
- ASSOCIATIF FINANCIER
- ASSOCIATION DES CENTRES ET SERVICES BRUXELLOIS POUR PERSONNES HANDICAPÉES
- ASSOCIATION DES SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT POUR PERSONNES HANDICAPÉES
- ASSOCIATION FRANCOPHONE D'AIDE AUX HANDICAPÉS MENTAUX
- ASSOCIATION NATIONALE DES COMMUNAUTÉS ÉDUCATIVES
- ATOLL
- BRUXELLES - ASSISTANCE - IIIÈME MILLÉNAIRE
- BRUXELLES LAÏQUE
- BUREAUX DE QUARTIERS
- C.A.P. - I.T.I
- CENTRALE DE SERVICES ET DE L'AIDE À DOMICILE
- CENTRALE DES SERVICES À DOMICILE DE BRUXELLES - CSD ASBL
- CENTRE BRUXELLOIS D'ACTION INTERCULTURELLE
- CENTRE BRUXELLOIS DE PROMOTION DE LA SANTÉ
- CENTRE D'APPUI - MÉDIATION DE DETTES
- CENTRE DE CONSULTATIONS CONJUGALES ET DE PLANNING FAMILIAL DU KARREVELD
- CENTRE DE CONSULTATIONS FAMILIALES ET SEXOLOGIQUES
- CENTRE DE DOCUMENTATION ET DE COORDINATION SOCIALES
- CENTRE DE GUIDANCE D'ETTERBEEK
- CENTRE DE GUIDANCE D'IXELLES
- CENTRE DE PLANNING FAMILIAL D'AUDERGHEM - LE CAFRA
- CENTRE DE PLANNING FAMILIAL DU MIDI
- CENTRE DE PLANNING FAMILIAL ET DE SEXOLOGIE DE FOREST
- CENTRE DE PLANNING FAMILIAL ET DE SEXOLOGIE D'IXELLES
- CENTRE DE PRÉVENTION DES VIOLENCES CONJUGALES
- CENTRE DE PSYCHO-ONCOLOGIE ASBL
- CENTRE DE SANTÉ LE GOELAND
- CENTRE DE SANTÉ LE MIROIR
- CENTRE DE SANTE MENTALE 'L'ADRET'
- CENTRE DE SERVICE SOCIAL DE BRUXELLES SUD - EST
- CENTRE FAMILIAL DE BRUXELLES
- CENTRE MEDICAL ENADEN
- CENTRE SÉVERINE
- CENTRES DE COORDINATION DE SOINS ET DE SERVICES À DOMICILE INDÉPENDANTS ASBL - COSEDI
- CHAPELLE AUX CHAMPS
- CITÉ SÉRINE
- COLLECTIF CONTRACEPTION SANTÉ DES FEMMES
- COLLECTIF DE SANTÉ LA PERCHE
- COULEURS SANTÉ
- CSÀD (CENTRE DE SERVICES ET D'AIDE À DOMICILE)
- CSC-CNE
- DOUCHEFLUX
- DUNE
- ENEO, MOUVEMENT SOCIAL DES AÎNÉS
- ENTR'AIDE DES MAROLLES
- ESPACE P
- ESPACE RENCONTRE BRUXELLES ASBL
- ESPACE SOCIAL TÉLÉ-SERVICE
- FASS
- FÉDÉRATION BRUXELLOISE DES MAISONS MÉDICALES
- FÉDÉRATION BRUXELLOISE FRANCOPHONE DES INSTITUTIONS POUR TOXICOMANES
- FÉDÉRATION BRUXELLOISE FRANCOPHONE DES ORGANISMES D'INSERTION SOCIOPROFESSIONNELLE
- FÉDÉRATION BRUXELLOISE PLURALISTE DE SOINS PALLIATIFS ET CONTINUS (F.B.S.P. ASBL)
- FÉDÉRATION DE CENTRES PLURALISTES DE PLANNING FAMILIAL
- FÉDÉRATION DES CENTRES DE SERVICE SOCIAL MUTUALISTES BRUXELLOIS
- FÉDÉRATION DES INITIATIVES ET ACTIONS SOCIALES
- FÉDÉRATION DES INSTITUTIONS MÉDICO-SOCIALES
- FÉDÉRATION DES MAISONS D'ACCUEIL ET DES SERVICES D'AIDE AUX SANS-ABRI ASBL
- FÉDÉRATION DES MAISONS DE JEUNES EN MILIEU POPULAIRE
- FÉDÉRATION DES SERVICES BRUXELLOIS D'AIDE À DOMICILE
- FÉDÉRATION DES SERVICES SOCIAUX
- FÉDÉRATION FRANCOPHONE DES INITIATIVES D'HABITATIONS PROTÉGÉES
- FÉDÉRATION LAÏQUE DE CENTRES DE PLANNING FAMILIAL
- FÉDÉRATION NATIONALE DE PROMOTION DES HANDICAPÉS
- FÉDÉRATION SOCIALISTE DES PENSIONNÉS
- FGTB- SETCA BRUXELLES
- FONDS DES AFFECTIONS RESPIRATOIRES
- FONDS DU LOGEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
- FORUM BRUXELLOIS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ
- FREE CLINIC
- GRANDIR ENSEMBLE
- GROUPEMENT BELGE DES OMNIPRATICIENS
- GROUPE SANTÉ JOSAPHAT
- HAUTE ECOLE CATHOLIQUE CHARLEROI-EUROPE - INSTITUT CARDIJN
- HAUTE ECOLE GROUPE ICHEC - ISC SAINT-LOUIS - ISFSC, CATÉGORIE SOCIALE
- HAUTE ECOLE LIBRE DE BRUXELLES ILYA PRIGOGINE - DÉPARTEMENT SOCIAL
- HAUTE ECOLE PAUL-HENRI SPAAK - DÉPARTEMENT SOCIAL
- INFOR-DROGUES
- INFOR-HOMES
- INTERSTICES CHU ST-PIERRE
- JEUNES SCHAERBEEKOIS AU TYRAVAL ASBL
- LA TRACE
- L'AMBULATOIRE - FOREST
- LE CHIEN VERT
- LE GRES
- LE MERIDIEN
- LE NOROIS
- LE NOUVEAU CENTRE PRIMAVERA
- LE PATIO
- LE PELICAN
- LE SAS
- LE TROISIÈME OEIL
- L'ENTRE-TEMPS
- L'EQUIPE/BABEL
- L'ESCALE
- LIGUE BRUXELLOISE FRANCOPHONE POUR LA SANTÉ MENTALE
- LIGUE DES FAMILLES
- LIRE ET ECRIRE BRUXELLES
- MAISON MÉDICALE ASBL (FOREST)
- MAISON MÉDICALE D'ANDERLECHT
- MAISON MÉDICALE DE LAEKEN
- MAISON MÉDICALE DES MAROLLES
- MAISON MÉDICALE DU BOTANIQUE
- MAISON MÉDICALE DU MAELBEEK - ASBL PROMOTION SANTÉ
- MAISON MÉDICALE DU NORD
- MAISON MÉDICALE DU VIEUX MOLENBEEK
- MAISON MÉDICALE ESSEGHEM
- MAISON MÉDICALE HORIZONS
- MAISON MÉDICALE KATTEBROEK
- MAISON MÉDICALE SANTÉ PLURIELLE
- MÉDECINS DU MONDE BELGIQUE
- MODUS VIVENDI
- MONDE DES SPÉCIALISTES
- MUTUALITÉ SAINT-MICHEL
- PARTENAMUT
- PIERRE D'ANGLE
- PLAN F
- PLANNING FAMILIAL DE LA SENNE
- PLANNING FAMILIAL DE WATERMAEL BOITSFORT
- PLANNING FAMILIAL DE WOLUWÉ-SAINT-PIERRE
- PLANNING FAMILIAL D'EVERE
- PLANNING FAMILIAL LEMAN
- PLANNING MAROLLES
- PLATEFORME FRANCOPHONE DU VOLONTARIAT
- PROJET LAMA
- PROSPECTIVE JEUNESSE
- PSYCHO-ETTERBEEK
- QUESTION SANTÉ
- R.A.T.
- RÉSEAU HÉPATITE C BRUXELLES ASBL
- SERVICE DE SANTE MENTALE DE L'UNIVERSITE LIBRE DE BRUXELLES
- SERVICE DE SANTE MENTALE SECTORISE DE FOREST-UCCLE-WATERMAEL-BOITSFORT
- SERVICE DE SANTE MENTALE SECTORISE DE SAINT-GILLES
- SERVICE LAÏQUE D'ACCOMPAGNEMENT ADMINISTRATIF - AIGUILLAGES
- SERVICE LAÏQUE D'AIDE AUX JUSTICIABLES ET AUX VICTIMES B II - SLAJ-V ASBL
- SERVICE LAÏQUE D'AIDE AUX PERSONNES
- SERVICE SOCIAL JUIF
- SESO
- SMES-B
- SOINS À DOMICILE ASBL
- SOINS CHEZ SOI (ACCOORD)
- SOLIDARITÉ
- SOLIDARITÉ SAVOIR
- SOS JEUNES
- SOS VIOL
- SSM CHAMP DE LA COURRONNE
- TÉLÉ - ACCUEIL
- TELS QUELS
- TRANSIT ASBL
- ULYSSE
- UNION PROFESSIONNELLE DES ERGOTHÉRAPEUTES
- WOLU-PSYCHO-SOCIAL (WOPS)
- WOLU-SERVICES



Avec le soutien de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale

Lire plus sur www.cbcs.be

Comment lutter ensemble – professionnels du social-santé, citoyens-usagers, militants – dans un contexte de crise sociale, économique et politique pour plus de justice sociale ?

Et si, au commencement, il n'y avait que de petites révoltes discrètes à partir des colères et des découragements de chacun qu'il nous fallait transformer en points de résistances collectifs, joyeux et optimistes ? C'est ce que la première édition 2019-2020 de l'Ecole de Transformation Sociale a expérimenté, à partir de cette question : « *comment transformer le social pour qu'il transforme la société ?* » ...

Cette histoire est inscrite dans un espace-temps particulier : elle débute avant la crise sanitaire – est interrompue par elle – et livre, à ce stade, des éléments sur la mise en place d'une communauté d'apprentissages et de luttes, encore en émergence.

Des pistes d'action concrètes et d'autres réflexions autour du « Faire commun » dans le travail social sont à découvrir sur www.cbcs.be/ et sur <https://zintv.org/> l'Abécédaire de la transformation sociale, une plateforme web de résistance collective, en construction. (à paraître en janvier 2021)

Organisation de l'aide et des soins de première ligne en Région bruxelloise

Note de vision politique 2020

Le CBCS soutient depuis toujours le dialogue sociopolitique à Bruxelles. Dans ce cadre, vous trouverez, joint à ce numéro du Bruxelles Informations Sociales, la note de vision politique 2020. Elle ambitionne d'être un outil de réflexion qui permette de mettre à plat les enjeux en termes d'organisation de l'offre au niveau de l'ensemble de la Région de Bruxelles-Capitale. Bonne lecture !

